

JOURNAL OFFICIEL

DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 116
N° 23

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Atete 1967

ABONNEMENTS

Un an Six mois 3 mois
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne..... 40 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 20 fr.
Publications de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 20 fr.
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Actes du Pouvoir Central

- 1967 3 juil. Loi n° 67-522 sur les assurances maritimes. (Ar-
rêté de promulgation n° 2437 AA du 26 juillet
1967) 494

Textes officiels publiés à titre d'information

- 1967 19 juil. Décret portant nomination d'un administrateur de
la Société de crédit et de développement de
l'Océanie. (J.O.R.F. des 24 et 25 juillet 1967
— page 7435) 498

Actes du Gouvernement Local

- 1967 28 juin Arrêté n° 2119 FT rendant exécutoire la délibé-
ration n° 2/67 du 2 mai 1967 du conseil d'ad-
ministration du port autonome de Papeete
adoptant le budget rectificatif du port autono-
me de Papeete pour l'exercice 1967. 498
- 12 juil. Arrêté n° 2257 AA rendant exécutoire la déli-
bération n° 67-56 du 25 mai 1967 de l'assem-
blée territoriale de la Polynésie française ha-
bilitant le gouverneur de la Polynésie fran-
çaise à signer, au nom du territoire, avec la
société « L'Huilerie de Tahiti », une convention
concernant l'implantation d'une huilerie à ro-
prah à Papeete. 500
- 19 juil. Arrêté n° 2312 AA/F rendant exécutoire la déli-
bération n° 67-87 du 11 juillet 1967 de la com-
mission permanente de l'Assemblée territoriale
de la Polynésie française portant modification
du budget local pour 1967. 504

- 24 juil. Arrêté n° 2381 AA/F rendant exécutoire la déli-
bération n° 67-73 du 26 juin 1967 de l'assem-
blée territoriale de la Polynésie française por-
tant virement de crédit à l'intérieur du bud-
get local d'équipement exercice 1967. 505
- 24 juil. Arrêté n° 2390 AA/SGP rendant exécutoire la
délibération n° 67-75 du 26 juin 1967 de
l'Assemblée territoriale de la Polynésie fran-
çaise modifiant la délibération n° 62-43 du 29
juin 1962 réglementant à Tahiti et à Moorea
la profession de chauffeur de taxi. 505
- 24 juil. Arrêté n° 2394 AGR fixant les taux horaires
des indemnités dues pour le travail effectué
en dehors des heures légales pour le compte
des usagers de la section du conditionnement
de défense des cultures et de police phyto-
sanitaire du service de l'agriculture. 506
- 26 juil. Arrêté n° 2454 CAB/MIL relatif à la révision
de la classe 1969 aux îles Sous-le-Vent. 507
- 26 juil. Arrêté n° 2456 AA/F rendant exécutoire la dé-
libération n° 67-79 du 3 juillet 1967 de l'as-
semblée territoriale de la Polynésie française
portant modification du budget d'équipement
exercice 1967. 507
- 26 juil. Arrêté n° 2461 AA portant remise au territoire
en vue de leur affectation au port autonome
de Papeete des ouvrages construits sur les
crédits du chapitre 68-94 du budget du dépar-
tement. 508
- 26 juil. Arrêté n° 2462 AA/PLAN rendant exécutoire la
délibération n° 66-121 bis du 1er décembre
1966 de l'Assemblée territoriale arrêtant le
programme 1967 de la section locale du F.I.-
D.E.S. dans la limite des opérations approu-
vées le 22 juin 1967 par le comité directeur. 509

28 juil.	Arrêté n° 2469 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-81 du 3 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française accordant la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Raiatea	509
28 juil.	Arrêté n° 2470 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-74 du 26 juin 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française mettant à la disposition de l'office de développement du tourisme de la Polynésie française une parcelle de terrain sise à Papeete	510
28 juil.	Décision n° 2504 FT accordant une subvention	510
28 juil.	Arrêté n° 2505 AA portant rattachement de l'île de Makatea à la circonscription administrative des Tuamotu-Gambier	511
31 juil.	Décision n° 2506 AA portant retrait provisoire de la carte professionnelle d'étranger de M. Yu Tsuen dit Assam c.i. n° 5151	511
1er août	Arrêté n° 2535 AA modifiant l'arrêté n° 1896 AA du 9 juin 1967 en ce qui concerne les heures d'ouverture et de clôture du scrutin pour l'élection des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	511
1er août	Arrêté n° 2536 AA relatif aux bureaux de vote pour les élections du 10 septembre 1967 à l'assemblée territoriale	512
1er août	Arrêté n° 2537 AA fixant la composition de la commission de recensement général des votes pour le scrutin du 10 septembre 1967 en vue du renouvellement de l'assemblée territoriale de la Polynésie française	513
1er août	Arrêté n° 2538 AA complétant l'arrêté n° 380 AA du 7 février 1967 qui modifie l'arrêté n° 1615 S du 3 décembre 1955 fixant le nombre et la répartition des officines en Polynésie française	514
2 août	Arrêté n° 2568 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 67-44 du 27 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du budget local d'équipement 1967	514
3 août	Décision n° 2573 FT accordant une subvention	515
4 août	Arrêté n° 2598 AA rendant exécutoire la délibération n° 67-85 du 6 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française habilitant le chef du territoire à faire soutenir la défense du territoire dans une action judiciaire (affaire Teria René, préposé des douanes)	515
4 août	Arrêté n° 2599 AA rendant exécutoire la délibération n° 67-86 du 6 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente	515
	Extraits	516

Circonscription des Iles Australes

1967 26 juil.	Décision n° 2 IA déclarant élus le président et le vice-président du conseil de district d'Avera (Rurutu)	518
---------------	---	-----

Actes municipaux

Commune de Papeete

1967 6 juil.	Arrêté municipal n° 12 modifiant l'article 5 de l'arrêté municipal n° 9 du 21 mai 1964 réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete	518
--------------	---	-----

Avis officiels

Service des douanes.— Cours des changes	519
Enquête de commodo et incommodo : M. Cinquin Raymond	519

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	519
Annonces diverses	520

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 2457 AA du 26 juillet 1967 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulguée dans le territoire pour y être exécutée selon ses forme et teneur :

- la loi n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les assurances maritimes (publiée au J.O.R.F. n° 154 des 3 et 4 juillet 1967 - page 6648).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juillet 1967.
Jean SICURANI.

LOI n° 67-522 du 3 juillet 1967 sur les assurances maritimes.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE 1er

Règles générales.

Article 1er.— Est régi par la présente loi tout contrat d'assurance qui a pour objet de garantir les risques relatifs à une opération maritime.

Art. 2.— Ne peuvent être écartées par les parties au contrat les dispositions des articles 3, 6, 7, 10, 12, 13 (alinéa 1), 17 (alinéa 2), 21, 24, 25, 26, 32, 35 et 40.

Art. 3.— Tout intérêt légitime, y compris le profit espéré, peut faire l'objet d'une assurance.

Nul ne peut réclamer le bénéfice d'une assurance s'il n'a pas éprouvé un préjudice.

Art. 4.— L'assurance peut être contractée, soit pour le compte du souscripteur de la police, soit pour le compte d'une autre personne déterminée, soit pour le compte de qui il appartient.

La déclaration que l'assurance est contractée pour le compte de qui il appartiendra vaut tant comme assurance au profit du souscripteur de la police que comme stipulation pour autrui au profit du bénéficiaire de ladite clause.

TITRE II

Règles communes aux diverses assurances.

CHAPITRE I

Conclusion du contrat.

Art. 5.— L'assurance ne produit aucun effet lorsque les risques n'ont pas commencé dans les deux mois de l'engagement des parties ou de la date qui a été fixée pour prise en charge.

Cette disposition n'est applicable aux polices d'abonnement que pour le premier aliment.

Art. 6.— Toute omission ou toute déclaration inexacte de l'assuré de nature à diminuer sensiblement l'opinion de l'assureur sur le risque, qu'elle ait ou non influé sur le dommage ou sur la perte de l'objet assuré, annule l'assurance à la demande de l'assureur.

Toutefois, si l'assuré rapporte la preuve de sa bonne foi, l'assureur sera, sauf stipulation plus favorable à l'égard de l'assuré, garant du risque proportionnellement à la prime perçue par rapport à celle qu'il aurait dû percevoir, sauf les cas où il établirait qu'il n'aurait pas couvert les risques s'il les avait connus.

La prime demeure acquise à l'assureur en cas de fraude de l'assuré.

Art. 7.— Toute modification en cours de contrat, soit de ce qui a été convenu lors de sa formation, soit de l'objet assuré, d'où résulte une aggravation sensible du risque, entraîne la

résiliation de l'assurance si elle n'a pas été déclarée à l'assureur dans les trois jours où l'assuré en a eu connaissance, jours fériés non compris, à moins que celui-ci n'apporte la preuve de sa bonne foi, auquel cas il est fait application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 6.

Si cette aggravation n'est pas le fait de l'assuré, l'assurance continue moyennant augmentation de la prime correspondant à l'aggravation survenue.

Si l'aggravation est le fait de l'assuré, l'assureur peut, soit résilier le contrat dans les trois jours à partir du moment où il en a eu connaissance, la prime lui étant acquise, soit exiger une augmentation de prime correspondant à l'aggravation survenue.

Art. 8.— Toute assurance faite après le sinistre ou l'arrivée des objets assurés ou du navire transporteur est nulle, si la nouvelle en était connue, avant la conclusion du contrat, au lieu où il a été signé ou au lieu où se trouvait l'assuré ou l'assureur.

Art. 9.— L'assurance sur bonnes ou mauvaises nouvelles est nulle s'il est établi qu'avant la conclusion du contrat l'assuré avait personnellement connaissance du sinistre ou l'assureur de l'arrivée des objets assurés.

Art. 10.— Si l'assureur établit qu'il y a eu fraude de la part de l'assuré ou de son mandataire, l'assurance contractée pour une somme supérieure à la valeur réelle de la chose assurée est nulle, et la prime lui reste acquise.

Il en est ainsi même si la valeur assurée est une valeur agréée.

Art. 11.— En l'absence de fraude, le contrat est valable à concurrence de la valeur réelle des choses assurées et, si elle a été agréée, pour toute la somme assurée.

Art. 12.— Les assurances cumulatives pour une somme totale supérieure à la valeur de la chose assurée sont nulles si elles ont été contractées dans une intention de fraude.

Art. 13.— Les assurances cumulatives contractées sans fraude pour une somme totale excédant la valeur de la chose assurée ne sont valables que si l'assuré les porte à la connaissance de l'assureur à qui il demande son règlement.

Chacune d'elles produit ses effets en proportion de la somme à laquelle elle s'applique, jusqu'à concurrence de l'entière valeur de la chose assurée.

Art. 14.— Lorsque la somme assurée est inférieure à la valeur réelle des objets assurés et, sauf le cas de valeur agréée, l'assuré demeure son propre assureur pour la différence.

CHAPITRE II

Obligations de l'assureur et de l'assuré.

Art. 15.— L'assureur répond des dommages matériels causés aux objets assurés par toute fortune de mer ou par un événement de force majeure.

L'assureur répond également :

1° De la contribution des objets assurés à l'avarie commune, sauf si celle-ci provient d'un risque exclu par l'assurance ;

2° Des frais exposés par suite d'un risque couvert en vue de préserver l'objet assuré d'un dommage matériel ou de limiter le dommage.

Art. 16.— La clause « Franc d'avarie » affranchit l'assureur

de toutes avaries, soit communes, soit particulières, excepté dans les cas qui donnent ouverture au délaissement ; dans ces cas, l'assuré a l'option entre le délaissement et l'action d'avarie.

Art. 17.— Les risques assurés demeurent couverts, même en cas de faute de l'assuré ou de ses préposés terrestres, à moins que l'assureur n'établisse que le dommage est dû à un manque de soins raisonnables de la part de l'assuré pour mettre les objets à l'abri des risques survenus.

L'assureur ne répond pas des fautes intentionnelles ou lourdes de l'assuré.

Art. 18.— Les risques demeurent couverts dans les mêmes conditions en cas de faute du capitaine ou de l'équipage, sauf ce qui est dit à l'article 40.

Art. 19.— Les risques assurés demeurent couverts même en cas de changement forcé de route, de voyage ou de navire, ou en cas de changement décidé par le capitaine en dehors de l'armateur et de l'assuré.

Art. 20.— L'assureur ne couvre pas les risques :

a) De guerre civile ou étrangère ; de mines et tous engins de guerre ;

b) De piraterie ;

c) De capture, prise ou détention par tous gouvernements ou autorités quelconques ;

d) D'émeutes, de mouvements populaires, de grèves et de lock-out, d'actes de sabotage ou de terrorisme ;

e) Des dommages causés par l'objet assuré à d'autres biens ou personnes, sauf ce qui est dit à l'article 43 ;

f) Des sinistres dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutations de noyaux d'atomes ou de la radioactivité ainsi que des sinistres dus aux effets de radiation provoqués par l'accélération artificielle des particules.

Art. 21.— Lorsqu'il n'est pas possible d'établir si le sinistre a pour origine un risque de guerre ou un risque de mer, il est réputé résulter d'un événement de mer.

Art. 22.— L'assureur n'est pas garant :

a) Des dommages et pertes matériels provenant du vice propre de l'objet assuré, sauf ce qui est dit à l'article 39 quant au vice caché du navire ;

b) Des dommages et pertes matériels résultant des amendes, confiscations, mises sous séquestres, réquisitions, mesures sanitaires ou de désinfection ou consécutifs à des violations de blocus, actes de contrebande, de commerce prohibé ou clandestin ;

c) Des dommages-intérêts ou autres indemnités à raison de toutes saisies ou cautions données pour libérer les objets saisis ;

d) Des préjudices, qui ne constituent pas des dommages et pertes matériels atteignant directement l'objet assuré, tels que chômage, retard, différence de cours, obstacle apporté au commerce de l'assuré.

Art. 23.— L'assuré doit :

1° Payer la prime et les frais, au lieu et aux époques convenus ;

2° Apporter les soins raisonnables à tout ce qui est relatif au navire ou à la marchandise ;

3° Déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat,

toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur le risque qu'il prend à sa charge ;

4° Déclarer à l'assureur, dans la mesure où il les connaît, les aggravations de risques survenues au cours du contrat.

Art. 24.— Le défaut de paiement d'une prime permet à l'assureur, soit de suspendre l'assurance, soit d'en demander la résiliation.

La suspension ou la résiliation ne prend effet que huit jours après l'envoi à l'assuré, à son dernier domicile connu de l'assureur, et par lettre recommandée d'une mise en demeure d'avoir à payer.

Art. 25.— La suspension et la résiliation de l'assurance pour défaut de paiement d'une prime sont sans effet à l'égard des tiers de bonne foi, bénéficiaires de l'assurance en vertu d'un transfert antérieur à la notification de la suspension ou de la résiliation.

En cas de sinistre, l'assureur pourra, par une clause expresse figurant à l'avenant documentaire, opposer à ces bénéficiaires, à due concurrence, la compensation de la prime afférente à l'assurance dont ils revendiquent le bénéfice.

Art. 26.— En cas de faillite, de règlement judiciaire ou de déconfiture de l'assuré, l'assureur peut, si la mise en demeure n'a pas été suivie de paiement, résilier la police en cours, mais la résiliation est sans effet à l'égard du tiers de bonne foi, bénéficiaire de l'assurance, en vertu d'un transfert antérieur à tout sinistre et à la notification de la résiliation.

En cas de retrait d'agrément, de faillite, règlement judiciaire ou de déconfiture de l'assureur, l'assuré a les mêmes droits.

Art. 27.— L'assuré doit contribuer au sauvetage des objets assurés et prendre toutes mesures conservatoires de ses droits contre les tiers responsables.

Il est responsable envers l'assureur du dommage causé par l'inexécution de cette obligation résultant de sa faute ou de sa négligence.

CHAPITRE III

Règlement de l'indemnité.

Art. 28.— Les dommages et pertes sont réglés en avarie, sauf faculté pour l'assuré d'opter pour le délaissement dans les cas déterminés par la loi ou par la convention.

Art. 29.— L'assureur ne peut être contraint de réparer ou remplacer les objets assurés.

Art. 30.— La contribution à l'avarie commune, qu'elle soit provisoire ou définitive, ainsi que les frais d'assistance et de sauvetage sont remboursés par l'assureur, proportionnellement à la valeur assurée par lui, diminuée, s'il y a lieu, des avaries particulières à sa charge.

Art. 31.— Le délaissement ne peut être ni partiel, ni conditionnel.

Il transfère les droits de l'assuré sur les objets assurés à l'assureur, à charge par lui de payer la totalité de la somme assurée et les effets de ce transfert remontent entre les parties au moment où l'assuré notifie à l'assureur sa volonté de délaisser.

L'assureur peut, sans préjudice du paiement de la somme assurée, refuser le transfert de propriété.

Art. 32.— L'assuré qui a fait de mauvaise foi une déclaration inexacte relative au sinistre est déchu du bénéfice de l'assurance.

Art. 33.— L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance acquiert, à concurrence de son paiement, tous les droits de l'assuré né des dommages qui ont donné lieu à garantie.

Art. 34.— Si un même risque a été converti par plusieurs assureurs, chacun n'est tenu, sans solidarité avec les autres, que dans la proportion de la somme par lui assurée, laquelle constitue la limite de son engagement.

Art. 35.— Les actions nées du contrat d'assurance se prescrivent par deux ans.

La prescription court contre les mineurs et les autres incapables.

TITRE III

Règles particulières aux diverses assurances.

CHAPITRE 1er

Assurances sur corps.

Art. 36.— L'assurance des navires est contractée, soit pour un voyage, soit pour plusieurs voyages consécutifs, soit pour une durée déterminée.

Art. 37.— Dans l'assurance au voyage, la garantie court depuis le début du chargement jusqu'à la fin du déchargement et au plus tard quinze jours après l'arrivée du navire à destination.

En cas de voyage sur lest, la garantie court depuis le moment où le navire démarre jusqu'à l'amarrage du navire à son arrivée.

Art. 38.— Dans l'assurance à temps, les risques du premier et du dernier jour sont couverts par l'assurance.

Les jours se comptent de zéro à 24 heures, d'après l'heure du pays où la police a été émise.

Art. 39.— L'assureur ne garantit pas les dommages et pertes résultant d'un vice propre du navire, sauf s'il s'agit d'un vice caché.

Art. 40.— L'assureur ne garantit pas les dommages et pertes causés par la faute intentionnelle du capitaine.

Art. 41.— Lorsque la valeur assurée du navire est une valeur agréée, les parties s'interdisent réciproquement toute autre estimation, réserve faite des dispositions des articles 10 et 30.

Art. 42.— L'assurance sur bonne arrivée ne peut être contractée, à peine de nullité, qu'avec l'accord des assureurs du navire.

Lorsqu'une somme est assurée à ce titre, la justification de l'intérêt assurable résulte de l'acceptation de la somme ainsi garantie.

L'assureur n'est tenu que dans les cas de perte totale ou de délaissement du navire à la suite d'un risque couvert par la police ; il n'a aucun droit sur les biens délaissés.

Art. 43.— A l'exception des dommages aux personnes, l'assureur est garant du remboursement des dommages de toute nature dont l'assuré serait tenu sur le recours des tiers au cas d'abordage par le navire assuré ou de heurt de ce navire contre un bâtiment, corps fixe, mobile ou flottant.

Art. 44.— Dans l'assurance au voyage ou pour plusieurs

voyages consécutifs, la prime entière est acquise à l'assureur, dès que les risques ont commencé à courir.

Art. 45.— Dans l'assurance à temps, la prime stipulée pour toute la durée de la garantie est acquise en cas de perte totale ou de délaissement à la charge de l'assureur. Si la perte totale ou le cas de délaissement n'est pas à sa charge, la prime est acquise en fonction du temps couru jusqu'à la perte totale ou à la notification du délaissement.

Art. 46.— Dans le règlement d'avaries, l'assureur ne rembourse que le coût des remplacements et réparations reconnus nécessaires pour remettre le navire en bon état de navigabilité, à l'exclusion de toute autre indemnité pour dépréciation ou chômage ou quelque autre cause que ce soit.

Art. 47.— Quel que soit le nombre d'événements survenus pendant la durée de la police, l'assuré est garanti pour chaque événement jusqu'au montant du capital assuré, sauf le droit pour l'assureur de demander après chaque événement un complément de prime.

Art. 48.— Le délaissement du navire peut être effectué dans les cas suivants :

1^o Perte totale ;

2^o Réparation devant atteindre les trois quarts de la valeur agréée ;

3^o Impossibilité de réparer ;

4^o Défaut de nouvelles depuis plus de trois mois ; la perte est réputée s'être produite à la date des dernières nouvelles.

Art. 49.— En cas d'aliénation ou d'affrètement coque-nue du navire, l'assurance continue de plein droit au profit du nouveau propriétaire ou de l'affrètement, à charge par lui d'en informer l'assureur dans le délai de dix jours et d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu envers l'assureur en vertu du contrat.

Il sera toutefois loisible à l'assureur de résilier le contrat dans le mois du jour où il aura reçu notification de l'aliénation ou de l'affrètement. Cette résiliation ne prendra effet que quinze jours après sa notification.

L'aliénateur ou le frètement reste tenu au paiement des primes échues antérieurement à l'aliénation ou à l'affrètement.

Art. 50.— L'aliénation de la majorité des parts d'un navire en copropriété entraîne seule l'application de l'article précédent.

Art. 51.— Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats d'assurance concernant le navire qui n'est assuré que pour la durée de son séjour dans les ports, rades ou autres lieux, qu'il soit à flot ou en cale sèche.

Elles sont applicables aux navires en construction.

CHAPITRE II

Assurances sur facultés.

Art. 52.— Les marchandises sont assurées, soit par une police n'ayant d'effet que pour un voyage, soit par une police dite flottante.

Art. 53.— Les marchandises sont assurées sans interruption, en quelque endroit qu'elles se trouvent, dans les limites du voyage défini par la police.

Art. 54.— Lorsqu'une partie du voyage est effectuée par voie terrestre, fluviale ou aérienne, les règles de l'assurance maritime sont applicables à l'ensemble du voyage.

Art. 55.— Le délaissement des facultés peut être effectué dans les cas où les marchandises sont :

- 1^o Perdues totalement ;
- 2^o Perdues ou détériorées à concurrence des trois quarts de leur valeur ;
- 3^o Vendues en cours de route pour cause d'avaries matérielles des objets assurés par suite d'un risque convert.

Art. 56.— Il peut également avoir lieu dans les cas :

- 1^o D'innavigabilité du navire et si l'acheminement des marchandises, par quelque moyen de transport que ce soit, n'a pu commencer dans le délai de trois mois ;
- 2^o De défaut de nouvelles du navire depuis plus de trois mois.

Art. 57.— Au cas où l'assuré qui a contracté une police flottante ne s'est pas conformé aux obligations prévues par décret, le contrat peut être résilié sans délai à la demande de l'assureur, qui a droit, en outre, aux primes correspondant aux expéditions non déclarées.

Si l'assuré est de mauvaise foi, l'assureur peut exercer le droit de répétition sur les versements qu'il a effectués pour les sinistres relatifs aux expéditions postérieures à la première omission intentionnelle de l'assuré.

CHAPITRE III

Assurance de responsabilité.

Art. 58.— L'assurance de responsabilité ne donne droit au remboursement à l'assuré que si le tiers lésé a été indemnisé et dans cette mesure, sauf en cas d'affectation de l'indemnité d'assurance à la constitution du fonds de limitation, dans les termes de l'article 62 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer.

Art. 59.— En cas de constitution d'un fonds de limitation, les créanciers dont le droit est sujet à limitation, dans les termes des articles 58 à 60 de la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer, n'ont pas d'action contre l'assureur.

Art. 60.— L'assurance de responsabilité, qui a pour objet la réparation des dommages causés aux tiers par le navire et qui sont garantis dans les termes de l'article 43, ne produit d'effet qu'en cas d'insuffisance de la somme assurée par la police sur corps.

Art. 61.— Quel que soit le nombre d'événements survenus pendant la durée de l'assurance de responsabilité, la somme souscrite par chaque assureur constitue, par événement, la limite de son engagement.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 62.— Sont abrogés les articles 332 à 396, 431, 432 et 435 du code de commerce ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Art. 63.— La présente loi n'est pas applicable aux contrats d'assurances ayant pour objet de garantir les risques relatifs à la navigation de plaisance.

A titre provisoire, ces contrats sont soumis aux dispositions de la loi du 13 juillet 1930 relative aux contrats d'assurances. Toutefois, les dispositions de l'article 53 de cette loi ne font

pas obstacle à l'application des règles concernant l'affectation de l'indemnité d'assurance à la constitution du fonds de limitation telles qu'elles sont prévues par les articles 58 et 59 de la présente loi.

Art. 64.— La présente loi prendra effet trois mois après la publication au *Journal officiel* de la République française du décret établissant les dispositions réglementaires relatives aux assurances maritimes.

Art. 65.— La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 juillet 1967.

C. de GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Georges POMPIDOU.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Louis JOXE.

Le ministre de l'économie et des finances,

Michel DEBRE.

Le ministre des transports,

Jean CHAMANT.

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

DÉCRET du 19 juillet 1967 portant nomination d'un administrateur de la Société de crédit et de développement de l'Océanie.

Par décret en date du 19 juillet 1967, M. Henri Daunic, administrateur en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer, chef du service des affaires économiques d'Etat de Polynésie française, est nommé, en qualité de représentant du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, administrateur de la Société de crédit et de développement de l'Océanie, en remplacement de M. André Bijon.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 2419 FT du 28 juin 1967 rendant exécutoire la délibération n° 2-67 du 2 mai 1967 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant le budget rectificatif du port autonome de Papeete pour l'exercice 1967.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale, portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 2-67 du 2 mai 1967 du conseil d'administration du port autonome de Papeete ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 28 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération n° 2-67 du 2 mai 1967 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant le budget rectificatif du port autonome de Papeete pour l'exercice 1967.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 2-67 du 2 mai 1967 adoptant le budget rectificatif du port autonome de Papeete pour l'exercice 1967.

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable de cet établissement public territorial ;

Vu l'arrêté n° 4225 FT du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 7-66 du 21 octobre 1966 du conseil d'administration adoptant le budget du port autonome de l'exercice 1967 ;

Dans sa séance du 2 mai 1967.

ADOpte :

Article 1^{er}. — Les modifications suivantes sont apportées au budget du port autonome de Papeete - exercice 1967 :

RECETTES

RUBRIQUE				BUDGET		CREDITS	
Chap.	Art.	Par.	Désignation	primitif	rectifié	ouvert	annulé
(en milliers de Francs CFP)							
TITRE I - RECETTES ORDINAIRES							
<i>Taxes et contributions à caractère commercial</i>							
2	1		Taxe de pilotage	5.500	7.500	2.000	
	2		Taxe de lamanage	200	150		50
	3		Taxe de remorquage et d'aide	1.900	1.750		150
4			<i>Produits de l'exploitation de l'outillage et des installations</i>				
	1		Taxe de magasinage et d'encombrement	3.600	7.400	3.800	
	2		Produit de la cale de halage	1.900	1.750		150
	3		Location hangars et terre-pleins		250	250	
5			<i>Recettes diverses et accidentelles</i>				
	1		Recettes diverses		575	575	
	2		Recettes accidentelles		125	125	
8			<i>Prélèvement sur caisse réserve</i>	6.880	2.600		4.280
TOTAL						6.750	4.630
DIFFERENCE						2.120	
TITRE II - RECETTES EXTRAORDINAIRES							
9	1		<i>Contributions et subventions pour l'amélioration et l'extension du port</i>				
			Démolition, transfert des hangars	5.000			5.000
10			<i>Produits des péages locaux institués pour l'amélioration du port</i>	16.000	12.500		3.500
14			<i>Prélèvement sur caisse réserve</i>		13.400	13.400	
TOTAL						13.400	8.500
DIFFERENCE						4.900	

DEPENSES

RUBRIQUE				BUDGET		CREDITS	
Chap.	Art.	Par.	Désignation	primitif	rectifié	ouvert	annulé
				(en milliers de Francs CFP)			
3			TITRE I - DEPENSES D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN				
			<i>Matériel</i>				
	1		Dépenses administratives :				
		3	Matériel de bureau mobilier	50	150	100	
		4	Fourniture de bureau - correspondance téléphone	200	300	100	
		5	Documentation	30	50	20	
		6	Eclairage - ventilation des bureaux	100	150	50	
	2		Dépenses d'exploitation :				
		2	Frais location remorqueurs	500	600	100	
		3	Assurances du port autonome	950	1.300	350	
4			<i>Travaux d'entretien</i>	600	2.000	1.400	
			TOTAL I			<u>2.120</u>	
			TITRE II - DEPENSES D'EQUIPEMENT ET DE RENOUVELLEMENT				
10			<i>Constructions nouvelles</i>				
	1		Démolition et transfert des hangars	5.000	10.400	5.400	
	2		Remise en état et aménagement cale halage	2.000	3.400	1.400	
	3		Aménagement zone des entrepôts	1.000	5.000	4.000	
	4		Clôture cale de halage	1.570	1.500		70
	5		Construction nouveau bâtiment direction du port à Motu Uta	7.000			7.000
	6		Equipement électrique et éclairage des installations		1.800	1.800	
	7		Aménagement gare maritime		300	300	
	8		Aménagement terre-pleins et voirie		2.400	2.400	
	9		Plantation dans nouveau port		200	200	
11			<i>Acquisition matériel d'équipement</i>				
	1		Equipement VHF des pilotines		600	600	
12			<i>Versement à la caisse réserve</i>	4.130			4.130
			TOTAL II			<u>16.100</u>	<u>41.200</u>
			DIFFERENCE			4.900	

Art. 2.— Le budget de l'exercice 1967 du port autonome de Papeete se trouve arrêté comme suit :

A - RECETTES -

ordinaires.....	27.250.000 »
extraordinaires.....	25.900.000 »
Total	53.150.000 »

Arrêté le total des recettes à : cinquante trois millions cent cinquante mille francs CFP.

B - DÉPENSES

exploitation et entretien.....	27.250.000 »
équipement et renouvellement..	25.900.000 »
Total	53.150.000 »

Arrêté le total des dépenses à : cinquante trois millions cent cinquante mille francs CFP.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Papeete, le 20 mai 1967.

Le président,
Robert HERVE.

ARRETE n° 2257 AA du 12 juillet 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-56 du 25 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 12 juillet 1967,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-56 du 25 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, habilitant le gouverneur de la Polynésie française à

signer, au nom du territoire, avec la société « l'Huilerie de Tahiti », une convention concernant l'implantation d'une huilerie à coprah à Papeete.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 12 juillet 1967.

Jean SICURANI.

DELIBERATION n° 67-56 du 25 mai 1967 *habilitant le gouverneur de la Polynésie française à signer, au nom du territoire, avec la société « l'Huilerie de Tahiti » une convention concernant l'implantation et l'exploitation d'une huilerie à coprah à Papeete.*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1086 SG en date du 24 avril 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu les arrêtés n° 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967, convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu le rapport n° 67-89 en date du 23 mai 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 25 mai 1967,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée territoriale de la Polynésie française autorise le gouverneur, chef du territoire, à signer avec la société « l'Huilerie de Tahiti » au nom du territoire une convention concernant l'implantation et les modalités d'exploitation d'une huilerie à coprah.

Art. 2.— Les dispositions de cette convention seront jointes à la présente délibération.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Jacques TAURAA.

CONVENTION

relative à l'implantation et à l'exploitation
d'une huilerie à coprah à Papeete.

ENTRE

Le Territoire de la Polynésie française représenté par
M. soussigné, agissant en exécution
de la délibération
ci-après dénommé « le Territoire ».

D'UNE PART,

Et la société **HUILERIE DE TAHITI**, société anonyme au capital de 35.000.000 de francs CP, dont le siège est au port de Papeete, inscrite au registre du commerce de Papeete sous le N° du registre analytique.

Représentée par M. soussigné, agissant comme président du Conseil d'administration de ladite société, et en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été délégués à l'effet des présentes suivant délibération dudit conseil en date du dont un extrait certifié du procès-verbal demeurera annexé à chacun des originaux des présentes.

Ladite société ci-après dénommée « La Société ».

D'AUTRE PART,

Ont arrêté ainsi qu'il suit les conventions relatives à l'implantation et à l'exploitation d'une huilerie à Papeete pour le traitement du coprah produit dans le Territoire, lesdites conventions devant être articulées en six titres ayant respectivement pour objet :

Titre I : La description des installations et de l'équipement devant constituer l'huilerie.

Titre II : Les conditions de création et d'exploitation de cette huilerie.

Titre III : La fixation du prix d'achat du coprah traité et les conditions de la commercialisation des produits et sous-produits.

Titre IV : La stabilisation et le soutien éventuel des prix du coprah à la production.

Titre V : Les obligations du territoire concernant les mesures d'ordre fiscal et autres octroyées à la société.

Titre VI : Les dispositions diverses, comprenant :

- A) Contrôle administratif.
- B) Dispositions transitoires.
- C) Clause résolutoire.
- D) Durée de la convention. Révision.
- E) Arbitrage.

TITRE I

Description des installations.

Article 1er.— L'huilerie sera implantée sur un terrain sis à Papeete, dans l'enceinte du port, lequel terrain, avec la partie silo à coprah y édifiée, fait l'objet d'un bail consenti à la société par un autre acte de ce jour.

Art. 2.— Les installations à réaliser sur ledit terrain et l'équipement à y mettre en place, le tout par la société et à ses frais, seront conformes aux spécifications techniques décrites dans le rapport de M. Bagot n° 481 du 30 juin 1966 et dans son annexe du 25 octobre 1966, desquels documents un exemplaire demeurera joint à chacun des originaux des présentes.

Avant tout chargement au port d'embarquement des matériels reconditionnés à importer par la société dans le cadre de l'équipement prévu, lesdits matériels devront, à la diligence et aux frais de la société, être expertisés par M. Bagot ou à son défaut par tout autre expert pareillement qualifié, désigné par la société et agréé par le territoire. Cette expertise, dont le rapport sera fourni au territoire avant l'embarquement des matériels examinés, aura pour but d'en vérifier la conformité.

Art. 3.— Les installations techniques mises en place, notamment en matière de stockage, devront permettre la production d'une huile dont le taux d'acidité demeurera dans la limite normalement admissible avec un maximum de 5 %. Les conséquences financières de l'inobservation de cette disposition seront à la charge du preneur, ces conséquences pouvant provenir de moins-values imputables aux taux d'acidité ou à la couleur de l'huile.

TITRE II

Création et exploitation de l'huilerie.

Art. 4.— La société créera à ses frais l'ensemble des installations décrites au titre I qui précède.

Les travaux seront entrepris aussitôt après la signature des présentes et poursuivis sans discontinuer, pour que l'huilerie soit mise en exploitation au plus tard dans le délai de sept mois à compter de ce jour, y compris le délai, évalué à un mois, de l'expertise prévue à l'article 2 ci-dessus.

Art. 5.— La société s'oblige à acheter à compter de ce jour et pendant toute la durée de validité de la présente convention, l'intégralité du coprah produit dans le territoire au fur et à mesure que l'offre lui en sera faite.

Art. 6.— Pendant la même durée, mais à compter de la mise en activité de l'huilerie, la société s'oblige pareillement à traiter, pour en extraire l'huile, l'intégralité du coprah ainsi acheté.

Aucune garantie concernant le tonnage de coprah à traiter n'est donnée par le territoire à la société.

Art. 7.— La société exécutera à tout moment les obligations incombant à tout employeur en vertu de la législation régissant le travail, les salaires, les prestations sociales et les congés payés, sans que lesdites obligations puissent être atténuées par aucune des dispositions de la présente convention.

A l'inverse, la société ne pourra jamais arguer d'une aggravation desdites obligations pour réclamer, avant l'échéance normale des révisions quinquennales prévues à l'article 26 ci-après une modification de la formule posée au titre III ci-dessous pour le calcul du prix du coprah acheté par la société.

Art. 8.— L'exploitation de l'huilerie aura lieu aux risques et périls de la société. La responsabilité civile, commerciale et pénale de la société ou de ses administrateurs et directeurs sera engagée, chacun en ce qui le concerne, sans qu'aucun recours ne puisse être exercé contre le territoire à propos de l'exploitation de l'huilerie ou de la gestion de la société.

TITRE III

Prix d'achat du coprah, commercialisation des produits.

Art. 9.— Le coprah acheté par la société en exécution de l'obligation qui lui en est faite par l'article 5 des présentes, le sera au stade dit « Quai Papeete » selon les usages du lieu, et ce nonobstant l'intervention de tous intermédiaires et même d'organismes officiels entre le producteur et l'huilerie.

Les différends portant sur le classement du coprah pour qualité seront tranchés par le service du conditionnement.

Art. 10.— Le prix P, payé par la société pour le coprah ainsi acheté, variera avec le cours moyen de l'huile, le cours moyen du tourteau, les rendements respectifs en huile et tourteau selon la formule :

$$P = 13,50 \times \frac{Q.C. \text{ Mh. } X}{27.122} + \frac{C. \text{ Mt. } Y}{8.010}$$

Dans cette formule :

1°) Q est l'indice de qualité variable selon la qualité du coprah fourni et suivant un barème qui, dans l'attente des nouvelles définitions par le service du conditionnement de l'agriculture, comportera seulement deux rubriques :

- l'une dite qualité « Tuamotu » correspondant à l'indice 1,
- et l'autre dite « qualité locale en vrac » correspondant à l'indice 0,954.

2°) CMh est le cours moyen de l'huile obtenu par la fraction Ph où :

Ph représente les prix totaux CAF obtenus par la société pour les exportations d'huile effectuées pendant chaque trimestre civil entier écoulé ;

Qh représente les quantités en tonnes métriques d'huile exportées par la société pendant les quatre mêmes trimestres.

3°) CMt est le cours moyen du tourteau résultant de la fraction : Pt où :

Qt

Pt représente les prix totaux CAF obtenus par la société pour les exportations de tourteau effectuées pendant les quatre trimestres civils entiers écoulés, auxquels prix s'ajouteront, en y incorporant fictivement l'assurance et le frêt afin d'arriver à une valeur CAF, les prix des ventes réalisées localement pendant la même période.

Qt représente les quantités en tonnes métriques de tourteau exporté et de tourteau vendu localement par la société pendant les quatre mêmes trimestres.

4°) X est égal à CMh. Rh.

$$(CMh. Rh) + (CMt. Rt)$$

où Rh est le rendement en huile sortie des presses,

Rt est le rendement en tourteau sorti des presses.

5°) Y est égal à : CMt. Rt.

$$(CMh. Rh) + (CMt. Rt)$$

Dans la pratique Y sera établi suivant la formule

$$Y = 1 - X$$

Les valeurs de 27.122 CFP et 8.010 CFP utilisées dans la formule P ainsi que le coefficient 13,50 ont été établies compte tenu des parités officielles suivantes :

$$1 \$ \text{ USA} = 4,937 \text{ F.F.}$$

$$100 \text{ Frs CFP} = 5,50 \text{ F.F.}$$

Au cas où l'une ou l'autre des deux parités, ou les deux, viendraient à être modifiées, les valeurs 27.122 CFP et 8.010 CFP et 13,50 seront automatiquement modifiées selon le coefficient de variation des parités monétaires.

Art. 11.— Par dérogation expresse à la règle de variation définie par l'article 10 ci-dessus, le prix P ne sera aucunement influencé par la variation de l'indice de commercialisation (1) tant que cet indice se situera entre 1 et 0,94.

Dans cette hypothèse P variant seulement en fonction de l'indice de qualité, sera égal à $13,50 \times Q$.

Art. 12.— Les huiles et tourteaux produits par la société seront vendus à sa diligence aux meilleurs prix à l'exportation.

Dans le cas où les prix obtenus seraient inférieurs aux cours mondiaux CAF en vigueur pour ces produits, à qualité égale, aux dates de vente, les prix de vente ne seront pas pris en considération et, dans les constatations trimestrielles prévues à l'article 14 ci-après, il sera substitué aux prix réels de vente, les prix correspondant aux cours mondiaux.

En cas de contestations sur les cours mondiaux invoqués, les cours publiés par un bulletin officiel à définir dans une convention annexe seront seuls retenus.

Art. 13.— Par dérogation expresse et permanente aux stipulations de l'article 12 qui précède, la société devra, avant toute exportation de tourteau satisfaire l'intégralité des demandes du marché local.

Les prix de ces ventes locales, pour le tourteau pris à l'huilerie, correspondront, quelles que soient les quantités fournies, à la valeur FOB usine des tourteaux, homologués par le service des affaires économiques, calculée sur la base du cours moyen (CMt) en vigueur.

Art. 14.— Les constatations et les calculs pour la fixation d'un nouveau prix P, comme d'un nouveau prix de tourteau pour les ventes locales, seront opérés dans les dix premiers jours, suivant l'expiration du premier trimestre civil entier postérieur à l'entrée en activité de l'huilerie.

$$(1) \text{ indice de commercialisation : } \frac{C. \text{ Mh. } X}{27.122} + \frac{CMt. Y}{8.010}$$

La variation du prix *P* entrera en vigueur pour les livraisons qui seront faites à la société à partir du 15 du mois au cours duquel le nouveau prix aura été déterminé.

Il en sera de même pour le prix du tourteau vendu localement.

TITRE IV

Stabilisation et soutien éventuel des prix du coprah à la production.

Art. 15.— Le territoire s'engage à maintenir le fonctionnement d'une caisse de stabilisation des prix du coprah à la production, ou à lui substituer tout organisme analogue.

Cet organisme, ayant pour but tant la stabilisation des cours que leur éventuel soutien, fonctionnera sous la responsabilité et sous le seul contrôle du territoire, sans que son intervention puisse entraîner pour la société une aggravation des charges et obligations lui incombant en vertu des présentes, et sans qu'en aucun cas puisse être altéré le jeu de la formule de calcul du prix *P* supporté par la société.

Néanmoins, dans l'hypothèse où l'organisme régulateur et de soutien ne s'interposerait pas entre la société et les vendeurs de coprah pour opérer entre les mains de ces derniers des règlements directs, mais n'interviendrait que parallèlement, il incomberait alors à la société, ce qu'elle accepte dès à présent, d'observer vis-à-vis des vendeurs de coprah les prix fixés par le territoire et d'en opérer le règlement sans considération du prix *P*.

Les ajustements dans un sens ou dans l'autre seront alors effectués entre la société et l'organisme d'intervention selon les modalités à déterminer dans une convention séparée à passer dans les trois mois de ce jour entre, d'une part, le territoire et l'organisme de soutien, et, d'autre part, la société.

TITRE V

Obligations du territoire.

Art. 16.— A compter de la mise en service de l'huilerie et pendant toute la durée de la présente convention, le territoire s'engage :

- 1°) — A cesser le financement de tout soutien à l'exportation du coprah,
- 2°) — A porter à vingt pour cent (20 %) les droits de sortie sur les exportations de coprah et à majorer par rapport à leurs montants actuels, les droits fixes et les droits proportionnels constituant la contribution des patentes imposées aux exportateurs de coprah.
- 3°) — Et à ne prélever aucun droit de sortie sur l'huile et sur les tourteaux exportés.

Art. 17.— Le territoire s'engage à octroyer à la société les avantages fiscaux les plus larges prévus par le code des investissements institué par la délibération n° 66-73 du 20 juin 1966 de l'Assemblée territoriale (JOPE 31 juillet 1966) à l'exception de ceux prévus au titre V dudit code concernant les redevances domaniales.

Art. 18.— Le territoire s'engage à accorder à la société le bénéfice du régime fiscal de longue durée défini par la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966 de l'Assemblée territoriale approuvée par décret du 1er décembre 1966 et rendue exécutoire par l'arrêté n° 4269 AA du 21 décembre 1966, sous réserve que la société ait obtenu du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer, l'agrément prévu par l'article 1er de la délibération précitée.

Art. 19.— Le territoire s'interdit d'accorder à quelque entreprise que ce soit, dont l'activité consisterait dans la transformation du coprah en huile et tourteau, des conditions plus favo-

rables que celles stipulées au profit de la société dans la présente convention, et dans toutes conventions complémentaires ou connexes.

TITRE VI

Dispositions diverses.

A — CONTROLE ADMINISTRATIF.

Art. 20.— Le territoire se réserve de faire exercer, à ses frais et à tout moment, par tout préposé de son choix, tous contrôles et vérifications tendant à s'assurer de la parfaite exécution par la société des obligations lui incombant en vertu tant des présentes que du bail visé à l'article 1 et de toutes conventions complémentaires ou connexes.

Pour permettre et faciliter le contrôle permanent ainsi prévu, auquel la société s'engage à se soumettre, elle devra :

- 1°) — Communiquer mensuellement au service des affaires économiques les taux d'acidité de l'huile sortie des presses et de l'huile stockée.
- 2°) — Soumettre, trimestriellement et au plus tard le 10 du mois suivant chaque trimestre civil, à l'homologation du même service des affaires économiques, les nouveaux prix d'achat du coprah (*P*) et de vente du tourteau pour les ventes locales. La demande d'homologation devra comporter tous les éléments de calcul des prix à homologuer. L'homologation devra intervenir en temps utile pour que les prix homologués entrent en vigueur aux dates prévues à l'article 14 des présentes.
- 3°) — Communiquer sans déplacement à tout représentant du territoire dûment habilité, les livres et pièces comptables, la correspondance commerciale et d'une manière générale tous documents révélant et permettant de contrôler les achats et les ventes réalisées par la société, la situation et l'évolution des stocks, les coûts de transformation des produits et les frais généraux de l'entreprise.
- 4°) — Laisser constamment à tout représentant dûment désigné du territoire libre accès aux installations techniques de l'huilerie pour contrôle des conditions d'exploitation.

Art. 21.— Les statuts de la société devront permettre l'établissement du contrôle du territoire.

Le territoire disposera d'au moins un siège au conseil d'administration.

Les actions de la société seront nominatives.

La société s'engage à maintenir entre ses promoteurs (les Ets Sin Tung Hing et la Pacific Vegetable Oil) d'une part, et les autres actionnaires d'autre part, la répartition initiale du capital, à savoir 46 % aux Ets Sin Tung Hing et à la Pacific Vegetable Oil, et 54 % aux autres actionnaires.

Les Ets Sin Tung Hing et la Pacific Vegetable Oil s'interdisent formellement de détenir tant par eux-mêmes que par personne ou société interposée plus de 46 % du capital, la transgression de cet engagement entraînant la résiliation de la présente convention.

Si la participation du territoire est égale ou supérieure à 50 % du capital ou s'il est appelé à garantir un emprunt, un commissaire du gouvernement siègera auprès du conseil d'administration de la société.

Le commissaire du gouvernement assiste avec voix consultative à toutes les séances du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Il est convoqué aux séances de ces différents organismes dans les mêmes conditions que leurs membres. Il reçoit copie du procès-verbal des séances et délibérations du conseil d'admini-

nistration et de l'assemblée générale, ainsi que des décisions prises par délégation de ce conseil ou de cette assemblée.

Le commissaire du gouvernement peut, le cas échéant, provoquer une réunion du conseil d'administration ou de l'assemblée générale. Il peut également, dans les huit jours qui suivent toute délibération du conseil d'administration, demander un nouvel examen de la question débattue.

Le commissaire du gouvernement peut, dans les quinze jours qui suivent la nouvelle délibération du conseil d'administration demandée par lui ou dans les quinze jours qui suivent la réunion de l'assemblée générale, demander qu'il soit sursis aux décisions prises par ce conseil ou cette assemblée.

Il rend compte immédiatement de son intervention au chef du territoire.

La délibération devient exécutoire si l'opposition n'est pas confirmée dans le délai d'un mois.

B — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 22.— Par dérogation temporaire à la formule de variation définie par l'article 10 des présentes, et pendant le temps à courir jusqu'à la première constatation trimestrielle prévue à l'article 14, le prix *P* variera seulement en fonction des indices de qualité, selon la formule :

$$P \text{ (en francs CP)} = 13,50 \times Q.$$

Art. 23.— Les première, deuxième et troisième constatations trimestrielles qui seront effectuées à partir de la mise en service de l'huilerie pour les calculs tendant à la fixation d'un nouveau prix *P* et d'un nouveau prix du tourteau vendu localement, prendront en considération, par dérogation temporaire à la règle générale posée par l'article 14, les quantités vendues depuis l'entrée en activité de l'huilerie jusqu'à l'expiration du dernier trimestre civil entier écoulé.

Art. 24.— Après une année civile entière de fonctionnement, la société, ainsi qu'elle s'y engage, présentera au territoire le projet d'un nouveau barème d'indice de qualité, dont l'application serait susceptible d'encourager la production d'un coprah de très bonne qualité.

Le territoire se réserve d'adopter ou de modifier le barème proposé, de la façon qui lui paraîtra la mieux adaptée au but recherché, sans toutefois qu'il puisse découler, dans les résultats d'ensemble, une augmentation des charges supportées par la société.

Les modifications qui pourront affecter successivement le barème d'indice de qualité entreront en vigueur dès le lendemain de leur notification à la société.

C — CLAUSE RESOLUTOIRE

Art. 25.— A défaut par la société d'exécuter l'une quelconque des obligations, toutes de rigueur, mises à sa charge tant par les présentes que par toutes conventions complémentaires ou connexes, notamment par le bail visé à l'article 1, la société sera déchue de plein droit, si bon semble au territoire, des avantages stipulés au profit de ladite société, un mois après une mise en demeure restée sans effet.

Cette déchéance interviendra sans que la société se trouve libérée de ses obligations dont le territoire pourra au contraire continuer d'exiger l'exécution, le tout sans préjudice de la résolution totale stipulée dans le bail précité et dans toutes autres conventions.

D — DUREE DE LA CONVENTION, REVISION

Art. 26.— La présente convention est conclue pour une durée de cinquante années à compter de ce jour.

Elle pourra être révisée tous les cinq ans à la demande de l'une ou de l'autre des parties. Le demandeur notifiera à l'autre partie sa demande de révision par lettre recommandée

avec avis de réception ou simple lettre remise contre récépissé, au plus tard six mois avant l'expiration de la période quinquennale en cours.

Si les parties ne se mettent pas d'accord avant l'échéance quinquennale sur la révision réclamée, la présente convention sera de plein droit reconduite dans les termes alors en vigueur.

E — ARBITRAGE

Art. 27.— Toutes les contestations qui pourront s'élever entre le territoire et la société, comme entre l'organisme régulateur et de soutien des cours du coprah et la société, relativement à l'interprétation ou à l'exécution des présentes ou de toutes autres conventions complémentaires ou connexes, feront l'objet d'une procédure de règlement arbitral. Chaque partie désignera un arbitre.

A défaut de désignation d'un arbitre par l'une des parties dans les 15 jours qui suivront la constatation de non conciliation, l'autre partie fera procéder à cette désignation par le président du tribunal civil de Papeete par voie d'ordonnance rendue sur simple requête.

Dans les trente jours qui suivront la désignation du dernier arbitre choisi, les parties devront saisir les arbitres du litige par un compromis établi d'un commun accord entre elles ; à défaut, les arbitres se saisiront eux-mêmes du litige, entendront les parties et dresseront un procès-verbal signé d'eux et des parties, ou de l'une d'elles seulement si l'autre fait défaut, lequel procès-verbal vaudra compromis.

En cas de désaccord entre eux et pour les départager, les arbitres s'adjoindront un tiers arbitre choisi par eux ou désigné par le président du tribunal civil de Papeete par voie d'ordonnance rendue sur simple requête des deux arbitres ou de l'un d'eux.

Les arbitres auront les pouvoirs les plus étendus pour trancher comme amiables compositeurs les questions qui leur seront soumises, ou dont ils seront saisis ainsi qu'il est dit ci-dessus, sans avoir à observer les règles du droit et les formes de la procédure ; ils rendront leur sentence en dernier ressort.

Fait à Papeete, en originaux, le

ARRETE n° 2312 AA/F du 19 juillet 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-87 du 11 juillet 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire, Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-87 du 11 juillet 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local pour 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1967.

Jean SICURANI.

DELIBERATION n° 67-87 du 11 juillet 1967 portant modification du budget local pour 1967.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget territorial de 1967 ;

Vu la lettre n° 1136 FT du 5 juillet 1967, de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 67-86 en date du 6 juillet 1967, donnant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-133 en date du 11 juillet 1967 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 11 juillet 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le budget local de fonctionnement pour l'exercice 1967 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Désignation	Inscriptions nouvelles
13	3 bis	A - Recettes Remboursement avance Laboratoire des Travaux Publics	8.500.000
47	3 bis	B - Dépenses Avance au laboratoire des Travaux publics	8.500.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Elie SALMON.

ARRETE n° 2381 AA/F du 24 juillet 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-73 du 26 juin 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-73 du 26 juin 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant virements de crédit à l'intérieur du budget local d'équipement exercice 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 24 juillet 1967.

Jean SICURANI.

DELIBERATION n° 67-73 du 26 juin 1967 portant virement de crédit à l'intérieur du budget local d'équipement exercice 1967.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget local 1967 et toutes délibérations modificatives ;

Vu la question préalable relative à l'installation du frigorifique d'Arutua adoptée par l'assemblée territoriale dans sa séance du 29 mai 1967 ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1124 FT en date du 21 juin 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire de la Polynésie française, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Dans sa séance du 26 juin 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le budget local d'équipement exercice 1967 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Para.	Rub.	Intitulé	Crédit	
					ouvert	annulé
51	3	2	7	Quai frigorifique Arutua	500.000	
52	1	2	31	Frigorifique Arutua		500.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Jacques TAURAA.

ARRETE n° 2390 AA/SGP du 24 juillet 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-75 du 26 juin 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 24 juillet 1967,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-75 du 26 juin 1967 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, modifiant la délibération n° 62-43 du 29 juin 1962 réglementant à Tahiti et à Moorea la profession de chauffeur de taxi.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 24 juillet 1967.

Jean SICURANI.

DELIBERATION n° 67-75 du 26 juin 1967 modifiant la délibération n° 62-43 du 29 juin 1962 réglementant à Tahiti et Moorea la profession de chauffeur de taxi.

L'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 62-43 du 29 juin 1962 réglementant à Tahiti et à Moorea la profession de chauffeur de taxi et de toute voiture automobile servant au transport de personnes dans un but lucratif ;

Vu les délibérations n° 63-81 du 28 novembre 1963, n° 64-41 du 27 février 1964 et n° 65-29 du 4 mars 1965 modifiant la délibération n° 62-43 du 29 juin 1962 réglementant la profession de chauffeur de taxi et de toute voiture automobile servant au transport de personnes dans un but lucratif ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA du 22 février 1967 convoquant l'Assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1140 AA en date du 30 juin 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 22 juin 1966 ;

Vu le rapport n° 67-113 en date du 22 juin 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 26 juin 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le troisième alinéa de l'article 1er de la délibération n° 62-43 du 29 juin 1962 sus-visée est ainsi libellé :

« Les licences de chauffeur de taxi sont personnelles. Une licence n'est ni transférable, ni cessible de gré à gré. Cepen-

« dant, seule la commission d'attribution de la licence de chauffeur de taxi, dûment saisie pour une demande de transfert de licence, peut se prononcer là-dessus. »

Art. 2.— L'article 5 de la délibération n° 62-43 sus-visée est ainsi modifié :

« Article 5 nouveau.— Des cartes sont délivrées par le service de la sûreté aux chauffeurs bénéficiaires de la licence. Ces cartes comportent toutes indications utiles et la photographie du titulaire. En cas de perte, il en est délivré un duplicata. Le port de la carte de chauffeur de taxi est obligatoire ; elle doit être visée tous les deux ans par le service de sûreté, à la diligence du détenteur.

« Le service de la sûreté est chargé de la tenue du fichier et des dossiers individuels des chauffeurs de taxis et des voitures automobiles servant au transport de personnes.

« Le service de la sûreté signale à la commission d'attribution de la licence de chauffeur de taxi, les licences devenues caduques par suite du décès du titulaire, de son désistement écrit ou de son abandon de la profession de chauffeur de taxi.

« L'abandon de la profession est réputé tel quand le titulaire d'une licence de chauffeur de taxi n'a pas fait viser sa carte dans les trois mois qui suivent l'expiration de la période de validité de deux ans prévue au premier alinéa du présent article.

« En cas de décès, de désistement écrit ou d'abandon constaté de la profession, la commission peut proposer sans autre formalité l'annulation de la licence en cause et son attribution à un autre candidat. »

Art. 3.— Le second alinéa de l'article 11 de la délibération n° 62-43 sus-visée est libellé comme suit :

« Le titulaire de la licence de chauffeur de taxi ne doit, en aucun cas, interrompre l'exercice de sa profession pendant une période supérieure à six mois sans en référer à la commission d'attribution de la licence de chauffeur de taxi qui peut alors proposer le retrait de la licence dans les conditions définies à l'article 7. »

Art. 4.— Le premier alinéa de l'article 12 de la délibération n° 62-43 sus-visée est ainsi modifié :

Au lieu de :

« Sont passibles des peines de la quatrième catégorie . . . »

Lire :

« Sont passibles des peines de la cinquième catégorie . . . »
(le reste sans changement).

Art. 5.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Jacques TAURAA.

ARRETE n° 2394 AGR du 24 juillet 1967 fixant les taux horaires des indemnités dues pour le travail effectué en dehors des heures légales pour le compte des usagers de la section du conditionnement, de défense des cultures et de police phytosanitaire du service de l'agriculture.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 55-1219 du 13 septembre 1955 promulgué au Journal officiel des Etablissements français de l'Océanie du 31 octobre 1955, portant règlement d'administration publique fixant les conditions d'application de la loi du 26 novembre 1952 relative à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 112 AGR du 19 janvier 1956 réglementant l'exportation du coprah dans les E.F.O. ;

Vu l'arrêté n° 1059 AGR du 4 mai 1963 modifiant l'arrêté n° 1015 D du 5 août 1948 réglementant la cueillette, le transport, la préparation, le conditionnement et l'exportation de la vanille ;

Vu l'arrêté n° 3518 AGR du 24 novembre 1965 fixant les taux horaires des indemnités dues pour le travail effectué en dehors des heures légales ;

Sur la proposition du chef du service de l'agriculture ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 24 juillet 1967,

Arrête :

Article 1er.— Les taux horaires des indemnités dues pour le travail effectué en dehors des heures légales pour le compte des usagers de la section du conditionnement, de défense des cultures et de police phytosanitaire du service de l'agriculture sont fixés comme suit :

	Jours ouvrables	Dimanches et jours fériés
Pour le personnel des catégories A et B		
de 06h 00 à 22h 00	220 Fr	285 Fr
de 22h 00 à 6h 00	385 Fr	440 Fr
Pour le personnel des catégories C et D		
de 06h 00 à 22h 00	200 Fr	260 Fr
de 22h 00 à 06h 00	350 Fr	400 Fr

Art. 2.— Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 juillet 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 2454 CAB/MIL du 26 juillet 1967 relatif à la révision de la classe 1969 aux îles Sous-le-Vent.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'instruction ministérielle du 4 décembre 1935 sur le recrutement et la révision du contingent ;

Vu la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu le décret n° 66-331 du 26 mai 1966, relatif aux modalités de sélection et de révision des jeunes gens de la classe en formation en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu l'instruction provisoire n° 13-700 SCR/I/B/REG du 8 août 1966 relative aux opérations de révision des jeunes gens de la classe formée en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu la lettre n° 521 COMILI du 18 juillet 1967 de M. le lieutenant-colonel commandant militaire de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le conseil de révision, appelé à examiner les jeunes gens de la classe 1969 se réunira aux îles Sous-le-Vent aux lieux, jours, et heures ci-après :

île de Raiatea (Uturoa) : le 26 juillet 1967 à 08 heures 00
île de Huahine (Fare) : le 27 juillet 1967 à 10 heures 00
île de Bora-Bora (Vaitape) : le 28 juillet 1967 à 10 heures 00

Le chef de circonscription est chargé de la désignation et de l'aménagement des locaux où siègera le conseil. Il mettra à la disposition du président du conseil de révision un secrétaire chargé de la transcription sur le registre modèle 19 des décisions prises à l'égard de chacun des inscrits et d'établir la délibération arrêtant la liste de recrutement de la circonscription.

Art. 2.— Conformément aux articles 80 et 72 de l'instruction n° 13-700 SCR/I/B/REG du 8 août 1966 les chefs de districts auxquels appartiennent les jeunes gens appelés devant le conseil de révision, peuvent assister aux séances. Ils sont, ainsi que les membres du conseil de révision, porteurs de leurs insignes.

Art. 3.— Après lecture publique des tableaux de recensement, la constatation de l'aptitude physique des jeunes gens aura lieu à huis clos.

Toutefois, pourra être admis, sur sa demande à assister à la visite, le père ou le tuteur du jeune homme présenté à l'examen.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juillet 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 2456 AA/F du 26 juillet 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-79 du 3 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-79 du 3 juillet 1967 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget d'équipement exercice 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juillet 1967.

Jean SICURANI.

DELIBERATION n° 67-79 du 3 juillet 1967 portant modification du budget d'équipement exercice 1967.

L'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1956, relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget local 1967 et toutes délibérations modificatives ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'Assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1127-FT en date du 21 juin 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-120 en date du 28 juin 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 3 juillet 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le budget d'équipement exercice 1967 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Désignation	En +
		<i>A - Recettes</i>	
24	1	Prélèvements sur la caisse de réserve	1.440 000
		<i>B - Dépenses</i>	
52	1	Constructions	400.000
		1.92 - Construction de 6 classes et sanitaires aux îles Marquises	400.000
55	1	Participation à la constitution du capital de sociétés d'économie mixte	1.040.000
		1 - Participation au capital de l'huilerie	1.040.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Jacques TAURAA.

ARRETE n° 2461 AA du 26 juillet 1967 portant remise au territoire en vue de leur affectation au port autonome de Papeete des ouvrages construits sur les crédits du chapitre 68-94 du budget du département.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 13 janvier 1962 relatif à la création du port autonome,

Arrête :

Article 1er.— Les ouvrages énumérés ci-après sont remis au territoire de la Polynésie française en vue de leur affectation au port autonome de Papeete qui en assurera l'exploitation, la gestion et l'entretien.

Art. 2.— La liste des ouvrages concernés est la suivante :

— Quai de pêche de 100 mètres de longueur avec son terre-plein arrière, situés au sud de la base marine,

— Pont de Taunua avec ses rampes d'accès à partir du point de tangence de la courbe de la rampe est, sur la voie rectiligne bordant au nord le lotissement industriel de Fare-Ute,

— Digue de protection de 800 mètres de longueur avec ses accessoires extérieurs,

— Quai de cabotage de 225 mètres de longueur avec son terre-plein arrière, et son terre-plein sud,

— Le terre-plein de Motu-Uta (zone des entrepôts, zone administrative, zone sous-douane),

— Deux postes à quai au long cours de 150 mètres de longueur unitaire,

— Deux hangars cales de 100 mètres X 35 mètres,

— Installations sanitaires du quai au long cours et de la zone de cabotage,

— Clôture douanière,

— La voirie et les réseaux divers (assainissement) des voies et terre-pleins sus-indiqués,

— Plateforme de la voie de desserte des nouvelles installations portuaires à partir de la rampe ouest du pont de Taunua,

— Bureaux de contrôle sis à Fare-Ute,

— Voie longeant à l'ouest le dépôt pétrolier de la Mobil-Oil et tels, au surplus, qu'ils figurent en teinte rouge sur le plan n° 71 à l'échelle de 1/5000e du port autonome de Papeete.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juillet 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 2462 AA/PLAN du 26 juillet 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 66-121 bis du 1^{er} décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme 1967 de la section locale du F.I.D.E.S., dans la limite des opérations approuvées le 22 juin 1967 par le comité directeur.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement de la loi 46-860 du 30 avril 1946, et les textes subséquents ;

Vu la délibération 66-121 bis du 1^{er} décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme de la tranche 1967 de la section locale du fonds d'investissement et de développement économique et social ;

Vu la résolution n° 63 du 22 juin 1967 du comité directeur du F.I.D.E.S.,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération 66-121 bis du 1^{er} décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme de la tranche 1967 de la section locale du F.I.D.E.S., en ce qui concerne les opérations dudit programme approuvées par la résolution susvisée du comité directeur, et dans la limite des crédits ouverts par celui-ci, à savoir :

Chap.	Art.	Para.	Opérations	A.P.	C.P.	
					1967	1968
5007	4	2	Tourisme Bâtiments Maison du tourisme	19	5	14
5015	4	2	Aéronautique Aérodromes Aérodrome de Moorea	3	—	3
			Total des opérations	22	5	17

Art. 2.— Le chef du service du plan, ordonnateur-délégué du F.I.D.E.S., les chefs de circonscriptions et les chefs de services intéressés sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juillet 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 2469 AA/DOM du 28 juillet 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 67-81 du 3 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouverne-

ment des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-81 du 3 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Raiatea.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 juillet 1967.

Jean SICURANI.

DELIBERATION n° 67-81 du 3 juillet 1967 *accordant la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Raiatea.*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1002 DOM en date du 4 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-123 en date du 28 janvier 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 3 juillet 1967,

Adopte :

Article 1^{er}.— Est accordée la concession définitive à charge de remblai dans un délai de cinq ans, d'un emplacement du domaine public maritime à Raiatea, telle qu'elle figure et aux conditions fixées ci-après :

— Un emplacement du domaine public maritime à Avera, d'une superficie de 963 m² au droit de la terre Tioi, appartenant à Mme Vve Burnet Germain, pour le prix principal de 10 francs par m², soit 9.630 francs.

Art. 2.— Cette concession est consentie aux clauses et conditions suivantes :

1°) *Aménagement d'un passage public en front de mer.*

Le concessionnaire sera tenu de ménager et laisser libre sur l'emplacement concédé, un passage public de trois mètres de largeur sur le remblai, en bordure du front de mer.

2°) *Utilité publique.*

Sur simple déclaration d'utilité publique, le concessionnaire s'engage à rétrocéder au territoire la totalité ou partie de l'emplacement qui lui est présentement concédé, à charge par le territoire d'indemniser ledit concessionnaire.

3^e) *Interdiction d'aliéner.*

En outre et dans un délai de dix ans pour compter de la date d'aliénation définitive à son profit, le concessionnaire s'engage à ne pas vendre l'emplacement qui lui est présentement concédé.

Enfin le concessionnaire sera tenu de se conformer soit à l'alignement général donné par le service des travaux publics, soit à l'alignement particulier des remblais dans la zone considérée.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Jacques TAURAA.

ARRETE n° 2470 AA/DOM du 28 juillet 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-74 du 26 juin 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-74 du 26 juin 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, mettant à la disposition de l'office de développement du tourisme de la Polynésie française une parcelle de terrain sise à Papeete.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 juillet 1967.

Jean SICURANI.

DELIBERATION n° 67-74 du 26 juin 1967 mettant à la disposition de l'office de développement du tourisme de la Polynésie française une parcelle de terrain sise à Papeete.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 67-37 du 11 avril 1967 approuvant le plan d'urbanisme de détail de la ville de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 1570 AA/TP du 16 mai 1967 ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 602 DOM en date du 15 juin 1957 de M. le gouverneur, chef du territoire ;

Vu le rapport n° 67-112 en date du 20 juin 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 26 juin 1967,

Adopte :

Article 1er.— Est mise à la disposition de l'office de développement du tourisme de la Polynésie française une parcelle de terrain sise à Papeete dépendant :

- 1 — de l'ancien bloc dit "Amédet-Thirel",
- 2 — de la circonscription territoriale du port autonome de Papeete, délimitée comme suit :

— au nord par le prolongement de l'emprise de la rue Paul Gauguin.

— à l'est par l'emprise du quai du commerce.

— au sud par le prolongement de l'emprise de la rue du 22 septembre.

— à l'ouest par l'emprise de la rue du sénateur Joseph Quesnot et les terre-pleins du quai des paquebots.

Art. 2.— Cette mise à disposition sera réalisée sous la forme de concession à bail aux charges et conditions ci-après :

1 — Durée : 50 années (renouvelable).

2 — Prix de location : 1 franc symbolique.

3 — Réalisation à charge de l'office de développement du tourisme sous condition résolutoire et dans un délai de 36 mois pour compter du 1^{er} août 1967 de la maison du tourisme, l'installation des services administratifs de l'office de développement du tourisme n'étant pas incluse dans cette construction et un plan de détail de l'aménagement des lieux devant être approuvé par l'assemblée territoriale.

4 — Accession pure et simple des bâtiments au fonds cédé à bail au terme du bail ou à la dissolution de l'office de développement du tourisme.

Art. 3.— Sont déclassées les portions de voirie territoriale constituées par le prolongement de la rue Bonnard à l'ouest du quai du commerce.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Jacques TAURAA.

DÉCISION n° 2504 FT du 28 juillet 1967 accordant une subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-34 du 11 avril 1967 portant création du comité territorial des fêtes ;

Vu l'arrêté n° 1782 FT du 1^{er} juin 1967 relatif à la gestion financière et comptable du comité territorial des fêtes,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Une subvention de *quatre millions* (4.000.000) de francs est accordée pour 1967 au comité territorial des fêtes.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 42, article 8, exercice 1967.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 juillet 1967.

Pour le gouverneur par délégation :

Le chef du service des finances,

J. PERES.

ARRETE n° 2505 AA du 28 juillet 1967 portant rattachement de l'île de Makatea à la circonscription administrative des Tuamotu-Gambier.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 23 août 1911 rattachant administrativement et judiciairement l'île de Makatea à l'île de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 838 SG du 7 octobre 1932 organisant en circonscription administrative les îles Tahiti, Mehetia, Tetiaroa, Moorea, Maiao, Makatea ;

Vu la lettre n° 34 IDV du chef de circonscription des îles du Vent et l'avis du chef du service judiciaire ;

Vu l'avis de l'Assemblée territoriale émis en sa séance du 6 juillet 1967 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 5 juillet 1967,

Arrête :

Article 1^{er}.— L'île de Makatea (I.D.V.) est rattachée administrativement et judiciairement à la circonscription des îles Tuamotu-Gambier.

Art. 2.— Cette mesure abroge toutes dispositions contraires et notamment celles qui résultent du décret du 23 août 1911.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 juillet 1967.

Jean SICURANI.

DECISION n° 2506 AA du 31 juillet 1967 portant retrait provisoire de la carte professionnelle d'étranger de M. Yu Tsuen dit Assam c.i. n° 5151.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu les infractions répétées du sieur Yu Tsuen Assam c.i. n° 5151 en ce qui concerne la réglementation en matière d'hygiène, de permis de construire et d'ouverture d'établissements classés constatées par procès-verbaux n°s 1794 du 3 mai 1966 par la gendarmerie pour défaut de permis de construire et n° 7 du 19 mai 1967 par le service d'hygiène,

Décide :

Article 1^{er}.— La carte professionnelle d'étranger est retirée à M. Yu Tsuen dit Assam c.i. 5151, commerçant, pour une durée indéterminée. Elle ne pourra lui être rendue qu'après :

1°) achèvement complet des travaux d'aménagement prescrit par le service de l'urbanisme et le service d'hygiène en ce qui concerne d'une part, le magasin de boulangerie situé à Faaa P.K. 6,900, d'autre part, le super marché en construction au P.K. 4,800.

2°) régularisation de sa situation au regard de la législation en vigueur sur les permis de construire, l'hygiène et les établissements classés.

Art. 2.— Le service des affaires administratives, le service d'hygiène et le service de l'urbanisme et de l'habitat sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application de la présente décision qui sera enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 31 juillet 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 2535 AA du 1^{er} août 1967 modifiant l'arrêté n° 1896 AA du 9 juin 1967 en ce qui concerne les heures d'ouverture et de clôture du scrutin pour l'élection des membres de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 sur l'organisation judiciaire dans les Etablissements français de l'Océanie, art. 237 ;

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les E.F.O. ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 67-429 du 27 mai 1967 fixant la date des prochaines élections à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1^{er}.— L'article 2 de l'arrêté n° 1896 AA du 9 juin 1967 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 2.— Le scrutin sera ouvert à 7 heures.

Il sera clos à 18 heures dans les bureaux de vote des circonscriptions électorales des îles Marquises, Australes et Tuamotu-Gambier.

Il sera clos à 19 heures dans les bureaux de vote des circonscriptions électorales des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, bureaux de vote des communes y compris.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 1er août 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 2536 AA du 1er août 1967 relatif aux bureaux de vote pour les élections du 10 septembre 1967 à l'assemblée territoriale.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les E.F.O. ;

Vu la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la F.O.M. ;

Vu le décret n° 67-429 du 27 mai 1967 fixant la date des prochaines élections à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1896 AA du 9 juin 1967 convoquant les collèges électoraux du territoire et fixant les heures d'ouverture et de clôture du scrutin,

Arrête :

Article 1er.— Pour le scrutin du 10 septembre 1967 en vue des élections à l'Assemblée territoriale, les bureaux de vote suivants sont créés dans les circonscriptions électorales.

CIRCONSCRIPTION DES ILES DU VENT

a) Commune de Papeete :

- Bureau n° 1 — Salle des mariages
- Bureau n° 2 — Ecole de la mairie — 1er étage
- Bureau n° 3 — Ecole de la mairie — 1er étage
- Bureau n° 4 — Ecole de la mairie — 1er étage
- Bureau n° 5 — Ecole de la mairie — rez-de-chaussée
- Bureau n° 6 — Ecole de la mairie — rez-de-chaussée
- Bureau n° 7 — Ecole de la mairie — rez-de-chaussée

b) Commune de Pirae :

- Bureau n° 1 — Nouvelle école
- Bureau n° 2 — Nouvelle école
- Bureau n° 3 — Nouvelle école

c) Commune de Faaa :

- Bureau n° 1 — Mairie — 1er étage
- Bureau n° 2 — Mairie — 1er étage

d) Tahiti (Côte est) :

Bureaux : d'Arue — Mahina — Orofara — Papenoo — Tiarei — Mahaena — Hitiaa — Faasone.

e) Tahiti (Presqu'île) :

Bureaux : Afaahiti — Puen — Tautira — Toahotu — Vairao — Teahupoo.

f) Tahiti (Côte ouest) :

Bureaux : Punaauia — Paea — Papara — Mataiea — Papeari.

g) Moorea :

Bureaux : Afareaitu — Haapiti — Papetoai — Paopao — Teavaro.

h) Maiao :

Bureau : Maiao.

i) Makatea :

Bureau : Makatea.

Soit trente huit bureaux.

CIRCONSCRIPTION DES ILES SOUS-LE-VENT

a) Commune d'Uturoa :

Bureau de la mairie.

b) Raiatea :

Bureaux : Avera — Opoa — Fetuna — Puohine — Vaiaau — Tevaitoa — Tehurui.

c) Tahaa :

Bureaux : Vaitoare — Niuu (Poutoru) — Ruutia (Tiva) — Tapuamu — Iripau (Patio) — Hipu — Faaaha — Haamene.

d) Huahine :

Bureaux : Fare — Maeva — Faie — Tefarerii — Haapu — Maroe — Fitii — Parea.

e) Bora-Bora :

Bureaux : Nunue (Vaitape) — Faanui — Anau.

f) Maupiti :

Bureau : Maupiti.

Soit vingt huit bureaux.

CIRCONSCRIPTION DES ILES MARQUISES

a) Marquises-nord :

Nuku-Hiva : Bureaux : Taiohae — Taipivai — Hatiheu — Akapa.

Ua-Pou : Bureaux : Hakahau — Hakahetau — Hakamail.

Ua-Huka : Bureaux : Vaipae — Haane.

b) Marquises-sud :

Hiva-Oa : Bureaux : Atuona — Hanaiapa — Puamau.

Tahuata : Bureaux : Vaitahu — Fatu-Hiva.

Soit quatorze bureaux.

CIRCONSCRIPTION DES ILES AUSTRALES

a) Rurutu :

Bureaux : Avera — Moerai — Hauti.

b) Rimatara :

Bureau : Rimatara.

c) Raivavae :

Bureaux : Rairua — Anatonu — Vaiuru.

d) Tubuai :

Bureaux : Mataura — Mahu.

e) Rapa :

Bureau : Rapa.

Soit dix bureaux.

CIRCONSCRIPTION DES TUAMOTU-GAMBIER

a) Tuamotu du nord-ouest :

Bureaux : Mataiva — Tikehau — Tiputa — Avatoru —
Kaukura — Apataki — Arutua — Ahe — Manihi — Takapoto
— Takaroa.

b) Tuamotu du Centre

Bureaux : Niau — Fakarava — Kauehi-Raraka — Faaite —
Katiu — Makemo — Taenga — Nihiru (installé à Taenga) —
Raroia — Takume — Fangatau — Fakahina — Pukapuka —
Teporo — Napuka.

c) Tuamotu du sud-est et Gambier :

Bureaux : Anaa — Hereheretue — Hikueru — Marokau —
Amanu-Tauere — Vahitahi — Nukutavake — Hao (Opeta) —
Vairaatea — Tatakoto — Pukarua — Reao — Tureia —
Mangareva.

Soit quarante bureaux.

Le nombre des bureaux de vote pour l'ensemble de la Polynésie française est arrêté à cent vingt neuf bureaux.

Art. 2.— Chaque bureau de vote sera installé à la mairie, à la chefferie ou à l'école suivant le cas.

Art. 3.— Les présidents des bureaux de vote seront nommés par décision du maire pour les communes et du chef de circonscription pour les districts.

Les présidents des bureaux de vote sont : dans les communes, les maires, les adjoints ou les conseillers pris dans l'ordre du tableau, et dans les districts, les présidents, vice-présidents et conseillers.

Les présidents sont assistés d'un représentant de chaque liste de candidats inscrit sur la liste électorale de la circonscription. Si l'ensemble des listes omettent ou s'abstiennent de se faire représenter, ou encore dans le cas de liste unique, le président du bureau de vote sera assisté des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire.

Dans tous les cas, le nombre des assesseurs ne peut être inférieur à quatre.

Art. 4.— Les électeurs feront constater leur identité par la production de leur carte d'électeur. Toutefois, en cas de perte de ce document, le président du bureau de vote devra accepter le vote d'un électeur, régulièrement inscrit sur la liste électorale arrêtée au 28 février 1967 ou porteur d'une décision du juge de paix ordonnant son inscription, s'il prouve son identité soit par une carte d'identité soit par deux témoins originaires de la commune ou du district.

Art. 5.— Dans les communes de Papeete, Pirae et Faaa comportant un bureau principal (bureau n° 1) et un ou plusieurs bureaux secondaires, le président du bureau principal centralisera les résultats des divers bureaux. Il effectuera le recensement des votes de la commune ou du district en présence des présidents des bureaux secondaires mais il n'est pas qualifié pour revenir sur les attributions de suffrages faits par les bureaux secondaires.

Art. 6.— Les procès-verbaux des opérations électorales de chaque bureau seront rédigés, immédiatement après le dépouillement, en double exemplaire : l'un sera déposé à la mairie ou à la chefferie l'autre sera expédié au chef du territoire, sans délai, accompagné des bulletins de vote et enveloppes annulés, contestés ou douteux, des feuilles d'émargement des votants et des feuilles de pointage, autant que possible sous pli scellé et recommandé portant mention « élections ».

Le président d'un bureau principal sera chargé d'expédier en même temps que le procès-verbal de son bureau, ceux des bureaux secondaires rattachés à ce dernier.

Art. 7.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 1er août 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 2537 AA du 1er août 1967 fixant la composition de la commission de recensement général des votes pour le scrutin du 10 septembre 1967 en vue du renouvellement de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 67-429 du 27 mai 1967 fixant la date des prochaines élections à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1896 AA du 9 juin 1967 convoquant les collèges électoraux du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2536 AA du 1er août 1967 relatif aux bureaux de vote,

Arrête :

Article 1er.— Le recensement général des votes du 10 septembre 1967 pour les élections à l'assemblée territoriale de la Polynésie française sera opéré à Papeete par une commission ainsi composée :

MM. Bonneau, vice-président du tribunal supérieur d'appel	Président
Luciani, chef du service des affaires administratives	Membre
Baron, vice-président du tribunal de première instance	»
Brangé, juge	»
Nivon, service des affaires administratives	»

Un représentant de chaque liste de candidats peut assister aux opérations de la commission de recensement.

Art. 2.— La commission se réunira sur la convocation de son président. Dès achèvement des opérations de recensement le président de la commission en adressera le procès-verbal au chef de territoire.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 1er août 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 2538 AA du 1^{er} août 1967 complétant l'arrêté n° 380 AA du 7 février 1967 qui modifie l'arrêté n° 1615 S du 3 décembre 1955 fixant le nombre et la répartition des officines en Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique, relatives à l'exercice de la pharmacie ;

Vu le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 fixant les modalités d'application de la loi n° 54-418 précitée et notamment en ses articles 8, 9 et 17 ;

Vu l'arrêté n° 1615 S du 3 décembre 1955 fixant le nombre et la répartition des officines dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 380 AA du 7 février 1967 modifiant l'arrêté n° 1615 S du 3 décembre 1955 précitée ;

Vu l'avis de l'inspecteur de la pharmacie ;

Vu l'avis du délégué de la sous-section de l'ordre des pharmaciens ;

Sur proposition du chef du service de santé,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'arrêté n° 1615 S du 3 décembre 1955 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de : Papeete - Tahiti : 3

Uturoa - Raiatea : 1

Lire : Papeete - Tahiti : 4

Uturoa - Raiatea : 1

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete le 1^{er} août 1967.

J. SICURANI.

ARRÊTÉ n° 2568 AA/F du 2 août 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-44 du 27 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 2 août 1967,

Arrête :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-44 du 27 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 2 août 1967.

Jean SICURANI.

DELIBERATION n° 67-44 du 27 avril 1967 portant modification du budget local d'équipement 1967.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1956, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget local 1967 et toutes délibérations modificatives ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1073 FT en date du 12 avril 1967, de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport en date du 27 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 27 avril 1967,

Adopte :

Article 1^{er}.— Le budget local d'équipement pour 1967 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Para.	Rub.	Désignation	Annulation	Inscriptions nouvelles
51	1	2	1	Avenue du Prince Hinoi (4 ^e tranche)	6.000.000	
51	2	2	56	Réfection et élargissement de la route dite Tefaatau à Pirae		4.000.000
56	2	2	10	Municipalité de Pirae : Assainissement et protection rue Tuterai Tane		2.000.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Elie SALMON.

DÉCISION n° 2573 FT du 3 août 1967 accordant une subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les prévisions budgétaires,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une subvention de *six cent mille* (600.000) francs est accordée pour 1967 à la fédération des œuvres laïques de Polynésie française.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 43, article 1, exercice 1967.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 août 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

*Le chef du service des finances
et de la comptabilité,*

J. PERES.

ARRÊTÉ n° 2598 AA du 4 août 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-85 du 6 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération n° 67-85 du 6 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, habilitant le chef du territoire à faire soutenir la défense du territoire dans une action judiciaire (affaire Teria René, préposé des douanes).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 4 août 1967.

Jean SICURANI.

DÉLIBÉRATION n° 67-85 du 6 juillet 1967 habilitant le chef du territoire à faire soutenir la défense du territoire dans une action judiciaire.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 561 AA du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1134 AA du 5 juillet 1967 du gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement en sa séance du 5 juillet 1967 ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Dans sa séance du 6 juillet 1967,

ADOpte :

Article 1^{er}. — Le chef du territoire est habilité à soutenir la défense du territoire devant le tribunal civil de première instance dans l'affaire René Teria, préposé des douanes, qui a été victime d'un accident de service survenu le 2 mai 1967 contre M. Romain Magnier.

Art. 2. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Jacques TAURAA.

ARRÊTÉ n° 2599 AA du 4 août 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-86 du 6 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-86 du 6 juillet 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 4 août 1967.

Jean SICURANI.

DÉLIBÉRATION n° 67-86 du 6 juillet 1967 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu les arrêtés n° 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Dans sa séance du 6 juillet 1967,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Outre les attributions qui lui sont normalement dévolues en vertu des textes régissant l'assemblée territoriale, la commission permanente est habilitée d'une manière générale :

A.— A régler certaines affaires en instance à l'assemblée territoriale et figurant à l'annexe ci-jointe (1).

B.— A régler les questions de virements de crédits, tant à l'intérieur du budget local qu'à l'intérieur du budget F.I.D.E.S.

C.— A étudier et régler les affaires ayant fait l'objet de questions préalables ou propositions au cours de l'actuelle session ou celles dont l'urgence aura été reconnue.

Art. 2.— Les affaires figurant à l'annexe 2 (1) sont renvoyées à la prochaine session plénière.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Elie SALMON.

(1) Les annexes peuvent être consultées au secrétariat de l'assemblée territoriale.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par arrêté n° 2242 PEL du 7 juillet 1967.— Les inspecteurs stagiaires (catégorie A) du cadre territorial de la Poly-

nésie française dont les noms suivent, sont titularisés au 1^{er} échelon de leur grade, et promus au 2^{me} échelon, indice 275, pour compter des dates ci-dessous indiquées :

M. Grand Alfred,	p. c. du 1 ^{er} juillet 1967
M. Dufour Emy,	p. c. du 29 août 1967.

Par décision n° 2367 PEL du 20 juillet 1967.— Un concours (2^e session 1967) réservé aux candidats titulaires du brevet élémentaire est ouvert pour l'entrée au cours normal.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 22.

Les candidats admis bénéficieront de bourses de formation professionnelle dans les conditions définies par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967.

Les épreuves écrites seront celles du brevet élémentaire 1^{re} ou 2^{me} session de 1967. Les candidats seront classés dans l'ordre de mérite, en tenant compte d'une interrogation orale sur un sujet libre avec le directeur du cours normal intéressé.

Un centre de concours sera ouvert dans toutes les localités de Polynésie française où est prévu un centre d'examen du brevet élémentaire.

Les demandes d'inscription seront reçues :

— A Papeete : au service du personnel.

— Dans les archipels : au bureau de la circonscription, jusqu'au lundi 14 août 1967 inclus.

Seront admis au cours normal sans concours, sous réserve de leurs succès aux épreuves du brevet élémentaire en 1967, les candidats qui ont été déclarés reçus au concours de 1965 et ont été autorisés à redoubler leur année de préparation au brevet élémentaire.

Par décision n° 2434 PEL du 25 juillet 1967.— Mme Teriitehau Mahuta Tetuanui, institutrice de 3^{me} échelon, échelle 1B du corps des institutrices du cadre territorial, arrivée à Papeete le 5 juillet par avion de la compagnie UTA, est remise à la disposition du chef du service de l'enseignement.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 25 - art. 2.

Par décision n° 2445 PEL du 25 juillet 1967.— M. Tiarii Hapa, né le 21 mars 1943 à Raivavae, est nommé, à compter du 10 juillet 1967, agent de police du district de Vairua et classé en 2^{me} catégorie, 1^{er} échelon.

M. Tiarii Hapa, avant sa prise de fonctions, prêtera le serment prévu par l'article 11 du statut des agents de police des districts.

M. Tiarii Hapa est mis à la disposition du chef de la circonscription des îles Australes. Son traitement sera imputé sur le chapitre 9, art. 5 du budget du territoire.

Par décision n° 2450 PEL du 26 juillet 1967.— Un concours de bourses (2^{me} session 1967) est ouvert pour la préparation au brevet élémentaire et à l'entrée au cours normal.

Le nombre des bourses mises au concours est fixé à 55.

Le taux de ces bourses et les modalités de leur paiement sont ceux définis par l'arrêté n° 835 PEL du 16 mars 1967.

Les épreuves écrites seront les épreuves suivantes du B.E.P.C. (notes définitives), affectées d'un coefficient particulier :

1 — Dictée, questions (coefficient trois) ; ou français à l'oral de contrôle (coefficient cinq).

- 2 — Composition française (coefficient deux) ; ou français à l'oral de contrôle (coefficient cinq).
- 3 — Mathématiques (coefficient trois).
- 4 — Langues vivantes étrangères (coefficient un).

Les épreuves orales comprendront :

- 1 — La lecture d'un texte, suivie d'un entretien sur ce texte avec l'examinateur (coefficient deux).
- 2 — La résolution au tableau de deux exercices mathématiques (coefficient un).

Les épreuves auront lieu dans les centres de concours et aux dates ci-après indiquées :

1 — Centres de concours

- Papeete (Tahiti)
- Uturoa (Raiatea)
- Taiohae (Marquises)
- Mataura (Australes)

2 — Dates de concours

Epreuves orales : Le 20 septembre 1967 au cours normal de Papeete.

Les demandes d'inscription seront reçues à :

- Papeete : au service du personnel,
- Dans les archipels : au bureau de la circonscription, jusqu'au vendredi 20 août 1967 inclus.

Par décision n° 2468 PEL du 28 juillet 1967.— Un témoignage officiel de satisfaction est décerné à M. Claude Gaudillot, chef du service de l'économie rurale, pour les motifs suivants :

"Fonctionnaire et technicien de très grande classe, d'une valeur professionnelle éprouvée, M. Gaudillot s'est acquis, à la tête du service de l'économie rurale, l'estime et la reconnaissance du conseil de gouvernement, de ses collaborateurs et des agriculteurs qu'il a été appelé à assister et à conseiller. Au cours de deux séjours consécutifs accomplis en Polynésie française, il a toujours associé à sa haute compétence un sens des réalités humaines qui lui a valu une réussite exceptionnelle dans un contexte géographique réputé difficile. Son inlassable activité et son sens des problèmes très particuliers posés par l'agriculture en milieu insulaire lui ont permis d'obtenir des résultats remarquables aussi bien dans le domaine de la production que dans celui de la commercialisation.

La vaste compétence et la profonde expérience de M. Gaudillot le désignent tout naturellement pour occuper des fonctions de tout premier ordre aussi bien sur le plan national qu'auprès des services internationaux d'assistance technique".

Le présent témoignage de satisfaction sera versé au dossier de l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 2473 PEL du 28 juillet 1967.— Les secrétaires d'administration stagiaires (catégorie B) du cadre territorial de la Polynésie française dont les noms suivent, sont titularisés au 1er échelon de leur grade, et promus au 2me échelon, indice 200, échelle 1B, pour compter des dates ci-dessous indiquées :

- Mlle Philippe Françoise, pour compter du 4 mars 1967,
- Mme Ateni Gilberte, pour compter du 8 août 1967.

Par arrêté n° 2543 PEL du 1er août 1967.— M. Le Bigot Claude, administrateur principal de 2me échelon du corps métropolitain de l'inscription maritime, embarqué à Paris sur

l'avion de la compagnie UTA du 12 juillet 1967, et arrivé à Papeete le 13 juillet 1967, est nommé, pour compter de cette même date, chef du service de la marine marchande en remplacement de M. Revest Albert, titulaire d'un congé administratif à passer en Métropole.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 3121 - Article 4.

Par décision n° 2544 PEL du 1er août 1967.— Un témoignage officiel de satisfaction est décerné à M. Jean Mansuy, chef du service du personnel pour les motifs suivants :

Pendant les trois années qu'il a passées à la tête du service du personnel, M. Mansuy a témoigné des plus grandes qualités professionnelles et humaines dans un poste que les statuts différents et complexes des agents à gérer rendent particulièrement délicat.

Tout en dirigeant avec compétence et méthode ce lourd service, il a participé de façon décisive, grâce à un labeur acharné et à une très haute conscience professionnelle, à la mise au point des textes relatifs au projet d'étatisation de la fonction publique territoriale.

Sa rigueur morale, son sens du devoir public, son efficacité l'ont fait unanimement apprécier.

Le présent témoignage de satisfaction sera versé au dossier de l'intéressé.

Par décision n° 2595 PEL du 3 août 1967.— M. Putoa Georges, prote de 9me échelon, échelle 2B, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de l'imprimerie officielle pendant la durée du congé proportionnel de 20 jours accordé, à compter du 1er août 1967, à M. Allain Charles correcteur de classe exceptionnelle du corps latéral de la correction de l'imprimerie nationale, chef de service.

* * *

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 2467 AA du 28 juillet 1967.— M. Le Bigot Claude, administrateur principal de 2me échelon de l'inscription maritime, chef du service de la marine marchande, est chargé de l'intérim de la direction du service de la pêche en remplacement de M. Jean Domard, vétérinaire-inspecteur de classe principale, chef du service de la pêche, en instance de départ en congé administratif en métropole.

* * *

CABINET

Par arrêté n° 2387 CAB du 24 juillet 1967.— Les dispositions de l'article premier des arrêtés n°s 2814, 2815 et 2816 CAB sont complétées ainsi qu'il suit :

Il sera versé à MM. Laurey Jacques, Lehartel Max et Langomazino Marcel, inspecteurs stagiaires de 1er échelon du corps unique de la catégorie A du cadre territorial de la Polynésie française, une indemnité compensatrice égale à la différence entre le traitement brut afférent à l'indice hiérarchique détenu par les intéressés lors de leur nomination comme inspecteurs et le traitement brut afférent à l'indice hiérarchique dont ils sont ou seront titulaires dans leur nouveau corps. Le montant de cette indemnité sera révisé en cas d'augmentation générale des traitements.

Les intéressés continueront à bénéficier du supplément familial de traitement calculé sur l'indice qu'ils avaient dans leur ancien corps.

Les retenues pour droit à pension continueront à être calculées sur la base du traitement correspondant à l'indice détenu dans le corps des inspecteurs.

Les droits à passage seront déterminés par l'indice des intéressés dans leur ancien corps.

- Le reste sans changement -

Par décision n° 2566 CAB du 2 août 1967. — Au moment où le maréchal des logis-chef Degout Yves quitte le territoire au terme d'un séjour de quatre ans, un témoignage officiel de satisfaction lui est décerné avec le motif suivant :

« Maréchal des logis-chef qui pendant quatre ans a assuré avec une rare compétence d'importantes et délicates fonctions au bureau d'études de la Polynésie française.

« Témoignant de solides qualités professionnelles a toujours fait preuve de dévouement et de parfaite compréhension dans l'exécution des tâches qui lui ont été confiées, justifiant pleinement l'estime sans réserve de ses chefs et la confiance qui a marqué ses rapports avec la population.

* *

CABINET MILITAIRE

Par arrêté n° 2453 CAB/MIL du 26 juillet 1967. — Le conseil de révision appelé à examiner les jeunes gens de la classe 1969 aux îles Sous-le-Vent les 26, 27 et 28 juillet 1967 est composé comme suit :

Président :

M. l'administrateur, chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent, représentant M. le gouverneur, chef du territoire de la Polynésie française

Membres :

M. le lieutenant-colonel Bouet, commandant militaire de la Polynésie française, représentant le général commandant supérieur des troupes du groupe du Pacifique

Mrs. les chefs de district.

Le conseil sera assisté du médecin-capitaine Portal, médecin-chef du B.I.M.A.T., du médecin-capitaine Demichaelis et du sous-lieutenant Carmentrand, chef du bureau de recrutement de la Polynésie française.

* *

FINANCES TERRITORIALES

Par décision n° 2405 FT du 25 juillet 1967. — La commission de réforme des fonctionnaires tributaires de la loi du 24 décembre 1964, se réunira le 25 juillet 1967 pour statuer sur le cas de M. Domingo Joseph, secrétaire d'administration de 9^{me} échelon du corps territorial des secrétaires d'administration de la Polynésie française, décédé en activité de service le 14 juillet 1967.

* *

TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE

Par arrêté n° 2455 TLS du 26 juillet 1967. — M. de Torcy, est nommé membre du conseil d'administration de la caisse de compensation des prestations familiales et des accidents du travail en remplacement de M. Le Hébel.

CIRCONSCRIPTION DES ILES AUSTRALES

DÉCISION n° 2 IA du 26 juillet 1967 *déclarant élus le président et le vice-président du conseil de district d'Avera (Rurutu).*

Le Chef de la circonscription administrative des îles Australes.

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant organisation des conseils de district et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décès de M. Teuraitaaroa Teuruarii, président du conseil de district d'Avera survenu le 26 juin 1967 ;

Vu le procès-verbal des opérations relatives à l'élection du nouveau président du conseil de district d'Avera, en date du 23 juillet 1967.

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Tuurateroroatea Mairau, précédemment vice-président du conseil de district d'Avera, est déclaré élu président dudit conseil de district pour compter du 23 juillet 1967.

Art. 2. — Pour compter de cette même date, M. Maiava Taputu est déclaré élu vice-président du conseil de district d'Avera.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Tubuai, le 26 juillet 1967.

*Le chef de la circonscription des
îles Australes,*
G. ALLAIN.

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Papeete

ARRETE MUNICIPAL n° 12 du 6 juillet 1967 *modifiant l'article 5 de l'arrêté municipal n° 9 du 21 mai 1964 réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete.*

Le Maire de la commune de Papeete (île Tahiti),

Vu les articles 32 et 33 du décret du 8 mars 1879 organisant la commune de Nouméa et rendu applicable à la commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890 ;

Vu l'arrêté du gouverneur n° 1400 AGF du 28 novembre 1947 autorisant les maires à réglementer la circulation dans leur commune ;

Vu la délibération n° 63-30 du 20 juin 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur la réglementation générale sur la police de la circulation ;

Vu l'arrêté municipal n° 9 du 21 mai 1964 réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete ;

Vu les nécessités de la circulation ;

Vu l'avis du conseil municipal donné en sa séance du 5 juillet 1967,

Arrête :

Article 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté municipal n° 9 du 21 mai 1964 susvisé est modifié comme suit :

« Article 5 (nouveau).— Les piétons et tous les conducteurs de véhicules ou d'animaux doivent, en toutes circonstances, obtempérer immédiatement à toutes les injonctions qui leur sont faites par les agents de l'autorité en tenue justifiant de leur qualité, chargés d'assurer la liberté et la sécurité de la circulation.

Ils sont tenus de se conformer aux indications données par signaux sonores, optiques, panneaux, fixes ou mobiles, et tous autres posés par l'administration municipale.

Art. 2.— Le présent arrêté, après approbation du chef du territoire, prendra effet dès sa parution au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Il sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 juillet 1967.

Le maire,

G. PAMBRUN.

Approuvé :

Le gouverneur,

Par délégation :

Le conseiller aux affaires administratives
chargé de l'expédition des affaires courantes
du secrétariat général,

Robert GAUGER.

AVIS OFFICIELS

COURS DES CHANGES pour l'application des droits et taxes de douane (Arrêté n° 2224 D. du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	89, 12
CANADA.....	1 dollar canadien	82, 77
COTE FRANÇAISE DES SOMA- LIS.....	1 fr Djibouti	0, 42
MEXIQUE.....	1 peso mexicain	7, 14
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.....	1 deutsch mark	22, 26
AUTRICHE.....	1 schilling	3, 46
BELGIQUE.....	1 franc belge	1, 80
DANEMARK.....	1 couronne danoise	12, 85
GRANDE BRETAGNE.....	1 Livre sterling	248, 27
ITALIE.....	100 liras	14, 29
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	12, 47
PAYS-BAS.....	1 florin	24, 77
PORTUGAL.....	1 escudo	3, 12
SUEDE.....	1 couronne suéd.	17, 32
SUISSE.....	1 franc suisse	20, 57
TCHÉCOSLOVAQUIE.....	1 couronne tchéco.	—
MAROC.....	1 dirham	17, 74
TUNISIE.....	1 dinar	170, 98
AUSTRALIE.....	1 dollar	99, 16
HONG-KONG.....	1 dollar	15, 55
INDES.....	1 roupie	—
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 livre	123, 35
JAPON.....	1 yen	—
FIDJI.....	1 livre	—

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte pendant 30 jours à compter du 15 août 1967 sur une demande formulée par M. Cinquin Raymond demeurant à Paea PK 18 BP 790 (Papeete) en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un bâtiment à usage de poulailler à Paea, PK 22 vallée d'Orofero à 400 m à vol d'oiseau de la route de ceinture.

Cette installation est classée dans la 1^{re} catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 septembre 1967 à 17 heures.

M. Domard Jean, chef du service de la pêche, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 28 juillet 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

Le chef du service des travaux publics
et des mines,

A. ELLACOTT.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Seconde insertion

Suivant acte ssp en date à Papeete du 30 juin 1967, enregistré à Papeete le 3 juillet 1967 Vol. 74 F° 64 N° 697, Madame SEUNG AH GING c.i. 7170, commerçante à Papeete, Allée Pierre Loti, a vendu à Madame WONG KIM SANG Tsaou Thai c.i. 7604 le fonds de commerce de Négociant qu'elle exploite à Papeete, Allée Pierre Loti, conjointement avec une licence de 2^e classe.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la présente insertion et seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour seconde insertion :

Madame Wong Kim Sang Tsaou Thai c.i. 7604

Seconde insertion

Suivant acte ssp en date à Papeete du 3 juillet 1967, enregistré à Papeete le 7 juillet 1967, Vol 74 F° 68 N° 779, Madame LIU Lida dite Ida, commerçante à Papeete, Allée Pierre Loti, a vendu à Monsieur Alfred AILLOUX, commerçant, le fonds de commerce de Négociant, qu'elle exploite à Titioro, Allée Pierre Loti, conjointement avec une licence de 2^e classe.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la présente insertion et seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour seconde insertion :
Alfred AILLOUX.

Seconde insertion

Suivant acte ssp en date à Papeete du 3 juillet 1967, enregistré à Papeete le 12 juillet 1967 Vol. 74 F° 72 N° 838, Monsieur WU CHIN CHON c.i. 6466, commerçant, demeurant à Papeete, a vendu à Monsieur CHUNG LUK A Leon c.i. 7401 demeurant également à Papeete, le fonds de commerce de Négociant, acheteur de produits essentiels, connu sous le nom de " Magasin TAI SAM YUEN ", qu'il exploite à Papeete, rue du 22 septembre 1914.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la présente insertion, et seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour seconde insertion :
Chung Luk A Leon c.i. 7.401.

Etude de M^e Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par M^e LEJEUNE, notaire à Papeete, le 25 juillet 1967, les associés de la société à responsabilité limitée " JOHN FARNHAM ET COMPAGNIE " au capital de 5.000.000 de francs CP, dont le siège est à Papeete, quai Bir-Hackeim, immeuble Brown, inscrite au registre du commerce de Papeete sous le n° 187, ont augmenté le capital social de 7.000.000 de francs CP pour le porter à 12.000.000 de francs CP, au moyen de la création de 7.000 parts nouvelles de 1.000 francs CP chacune attribuées aux associés :

1° - Gratuitement à concurrence de 6.800 parts en contrepartie de la capitalisation directe de :

a) La réserve légale pour francs CP	500.000 »
b) La réserve extraordinaire pour francs CP	3.000.000 »
c) Les bénéfices reportés à nouveau pour francs CP	651.333 »
d) Et une partie des bénéfices de l'exercice 1966 pour francs CP	2.648.667 »
Total : -	6.800.000 »

2° - Et à concurrence de 200 parts en rémunération de nouveaux apports en numéraire d'un montant de francs CP

Soit ensemble : francs CP 7.000.000 »

En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés.

Deux expéditions de cet acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 7 août 1967.

Pour extrait et mention :
M. LEJEUNE
Notaire.

Etude de M^e R. E. BAMBRIDGE
Avocat-Défenseur

Assistance judiciaire
(Décision du 1/12/66.)

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt janvier mil neuf cent soixante sept, enregistré et signifié.

Entre : le sieur Albert TAURAA, manœuvre, demeurant à Uturoa (Raiatea) *nanti de l'assistance judiciaire par décision du 1^{er} décembre 1966*, ayant M^e BAMBRIDGE pour avocat-défenseur.

Et : Dame Doris CHONG AYOU, demeurant à Fautaua, chemin du Bain Loti, face au fabricant de cercueil.

Il appert que le divorce d'entre les époux TAURAA-CHONG AYOU a été prononcé au profit du mari.

Pour extrait :
R. E. BAMBRIDGE.

ANNONCES DIVERSES

Le 7 juillet 1967, il a été déclaré au gouverneur, chef du territoire, conformément à l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, une association dénommée " ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT PUNARUU-NUI ", ayant pour objet :

1° — L'entretien des voies privées créées dans le Lotissement PUNARUU-NUI ainsi que de toutes parties communes de ce lotissement, tel que le réseau électrique et les canalisations d'eau potable.

2° — La répartition des charges d'entretien entre les membres de l'association.

3° — Et, d'une manière générale, la défense des intérêts communs des propriétaires de lots,

Et dont le siège a été fixé à Punaauia, PK 14, Lotissement PUNARUU-NUI.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Code de la route

Prix broché. — Bilingue : 60 francs

Statistiques douanières

Année 1966 — Prix : 350 francs

Arrêté n° 4158 TP

portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés passés au nom du territoire de la Polynésie française
(du 14 décembre 1966)

Prix : 100 francs

Code des douanes

Prix broché : 50 francs